

48505

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE



E/CN.14/CAS.3/8
19 September 1963

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Troisième Conférence des statisticiens africains
Addis-Abéba, 2-11 octobre 1963

METHODES ET PROBLEMES
D'INSCRIPTION ET DE RASSEMBLEMENT
DES STATISTIQUES D'ETAT CIVIL EN AFRIQUE

SOMMAIRE

Paragraphs

I.	INTRODUCTION	1 - 14
	Objet du rapport	1 - 8
	Forme du rapport	9 - 10
	Sources	11 - 14
II.	INSCRIPTIONS AU REGISTRE ET RASSEMBLEMENT DES STATISTIQUES D'ETAT CIVIL EN AFRIQUE - ETAT DE LA QUESTION	15 - 50
	Généralités	15 - 19
	Instauration de l'inscription obligatoire et générale à l'état civil en Afrique	20 - 28
	Degré de complétude	29 - 43
	Difficultés de l'établissement de l'état civil ...	44 - 48
	Lacunes dans la mise en oeuvre des systèmes d'inscription à l'état civil	49 - 50
III.	SOLUTIONS POSSIBLES AUX PROBLEMES DE L'INSCRIPTION DES FAITS D'ETAT CIVIL EN AFRIQUE	51 - 101
	Registres de population	52
	Le recours au sondage	53 - 56
	Secteurs d'inscriptions par sondage et évaluation des taux à partir des enquêtes par sondage	57 - 59
	Enquêtes rétrospectives par sondage pour obtenir des évaluations des taux	60 - 75
	Contrôle d'exactitude	76 - 78
	Aires d'inscriptions par sondage	79
	Taille absolue de l'échantillon	80 - 81
	Zones pilotes, tirées intentionnellement	82
	Circonscriptions administratives, tirées intention- nellement	83 - 84

Paragraphs

zones urbaines	85 - 88
Stratification villes/campagnes	89 - 91
Aires pilotes	92 - 93
Relation entre les enquêtes par sondage et les aires d'inscriptions par sondage	94 - 96
Continuité des informations sur les taux	97 - 98
Observation directe et observation continue	99 - 101
IV. EXPERIENCES RECENTES DE RASSEMBLEMENT ET D'INSCRIPTIONS DES FAITS D'ETAT CIVIL	102 - 128.
Enquêtes rétrospectives sur les faits d'état civil	102 - 111
Expérience d'inscriptions d'état civil	112 - 128
V. RECOMMANDATIONS	129 - 137

I. INTRODUCTION

1. Objet du rapport. Le présent rapport a pour objet l'examen de l'état actuel des registres et des statistiques d'état civil en Afrique et d'étudier les moyens d'en étendre la portée et d'en améliorer la qualité.
2. En matière de statistiques démographiques, de grands progrès ont été réalisés ces dernières années en Afrique, mais on ne peut pas encore prétendre que les données disponibles aient une qualité ou une portée suffisante pour le genre d'analyse sur laquelle on peut fonder, en toute confiance, la planification économique et sociale. Les lacunes de ces données statistiques sont maintenant assez généralement reconnues, et au Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, réuni en 1962, les représentants de nombreux pays africains ont souligné que l'absence de statistiques d'état civil courantes entrave leur travail; c'est d'ailleurs ce que traduit la recommandation suivante :
3. "Il ne faudrait négliger aucun effort pour améliorer et généraliser l'enregistrement des naissances et des décès. En outre, il conviendrait d'étudier sans retard la possibilité de recueillir des statistiques de l'état civil par des enquêtes par sondage continues à l'échelon national ou par d'autres moyens, aux fins d'obtenir rapidement des indices sûrs pour les événements d'état civil dans les pays africains où il n'existe pas de système d'enregistrement satisfaisant."^{1/}
4. Etant donné l'urgence qu'il y a à obtenir des taux de faits d'état civil, il est à craindre qu'en insistant trop sur les besoins de la statistique on ne finisse par perdre de vue la possibilité d'établir des systèmes d'inscriptions d'état civil ou de les améliorer s'ils existent déjà. Il conviendrait peut-être de répéter les raisons d'ordre général pour lesquelles il faudrait que l'on arrive à enregistrer tous les faits d'état civil.

^{1/} Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique: Rapport du Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, le Caire, 29 octobre-10 novembre 1962.

5. a) Seul un système permanent d'inscriptions d'état civil, couvrant tous les groupes de population et toutes les zones géographiques d'un pays, garantit à chaque individu la consignation dans des écrits authentiques de sa situation en tant que personne de nom, parenté, âge, sexe, nationalité et état matrimonial déterminés; seul un système permanent d'inscriptions d'état civil peut donner une preuve authentique de la mort d'une personne que les particularités consignées dans les actes d'état civil permettent d'identifier.

6. b) Par la suite, une loi devrait rendre obligatoire l'inscription des faits d'état civil.

7. Il n'entre dans nos intentions d'étudier en détail ni toute la gamme d'avantages que comporte un système efficace d'inscriptions à l'état civil, ni les procédures sur lesquelles il faudrait l'établir. Ces deux points ont déjà été traités en détail dans une publication des Nations Unies ^{1/} à laquelle il est indispensable de se référer, quel que soit l'aspect de la question que l'on étudie.

8. Un régime généralisé d'inscriptions doit s'étendre à tous les faits d'état civil, mais dans le présent rapport il ne sera question que de l'enregistrement des naissances et des décès et des taux qui se dégagent des données statistiques sur ces seuls événements. Il s'agit là des problèmes les plus urgents à résoudre en Afrique et, de toute manière, les coutumes locales en matière de mariage et de divorce - et par conséquent d'annulation et de légitimation - varient tellement que les données statistiques pertinentes n'auraient guère de valeur pratique.

9. Forme du rapport. Afin de donner une juste perception des problèmes actuels et futurs nous ferons ici un bref historique des inscriptions d'état civil jusqu'à la fin de 1962, dans la mesure où le permettent les renseignements disponibles, et nous examinerons les statistiques les plus récentes de la natalité et de la mortalité dans les pays africains.

^{1/} Nations Unies: Manuel de statistique de l'état civil. Etudes méthodologiques, série F. No 7.

10. Le reste du rapport consiste en un examen des méthodes propres à résoudre le double problème des inscriptions et du rassemblement des statistiques d'état civil dans les pays africains et en la relation de certaines expériences faites récemment en Afrique.

11. Sources. Pour faire l'historique des inscriptions d'état civil en Afrique on ne dispose d'aucun document de référence couvrant à lui seul l'ensemble du continent. Les ouvrages suivants sont les plus utiles :

Kuczynski, R.R.: Demographic Survey of the British Colonial Empire ^{1/}
Vol. I West Africa, 1948
Vol. II South Africa High Commission Territories;
East Africa, 1949
(Royal Institute of International Affairs)

Lorimer, Frank : Demographic Information on Tropical Africa
Boston University Press, 1961

Ministère de la France d'Outre-Mer. Service des Statistiques :

"Etude critique du fonctionnement de l'état-civil et des registres de population" dans Documents et Statistiques, mars 1954

12. La plupart des autres données statistiques concrètes sont tirées de diverses publications officielles ou ont été recueillies au cours de missions dans certains pays.

13. La section du rapport qui traite des méthodes s'appuie sur des documents et des entretiens avec des statisticiens travaillant en Afrique et ailleurs. Il n'est pas possible de citer toutes les sources mais les ouvrages suivants (cités dans l'ordre de leur date de publication ou de présentation) sont ceux que nous avons consulté principalement.

Shaul, J.R.H. et Myburgh, C.A.L.: "A sample survey of the African population of Southern Rhodesia" dans Population Studies, Vol. II, No. 3, décembre 1948; et "Vital Statistics of the African Population of Southern Rhodesia in 1948" dans Population Studies Vol. IV, No. 4, mars 1951.

^{1/} Cet ouvrage n'est malheureusement pas disponible à la Commission économique pour l'Afrique et ne peut qu'être consulté rapidement ailleurs.

Martin, C.J. : "The collection of basic demographic data in Under-developed territories" dans 28th Session of the International Statistical Institute, Rome, 1953, Tome XXXIV - 3ème partie

Som, R.K. : On recall lapse in demographic studies in India.
Document présenté à l'International Population Union Conference, 1959

Coale, Ansley J. : The design of an experimental procedure for obtaining accurate vital statistics. Document présenté à l'International Population Union Conference, 1961

Blanc, R. : Manuel de recherche démographique en pays sous-développés.
Institut national de la statistique et des études économiques.
Paris, 3ème trimestre, 1962.

Biraud, Y. : Une méthode d'obtention en pays sous-développés de statistiques démographiques et d'information élémentaire sur les causes de décès. ONS, Bangui, 1962

Conseil économique et social des Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique : Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, 1962. Documents présentés :

Comment collecter les statistiques démographiques en Afrique.
E/CN.14/CAS.3/ASFP/L.8

Enquête de contrôle sur l'exactitude des dénombrements et des statistiques démographiques. E3CN.14/ASFP/L.10

Institut International de Statistique, documents présentés à la réunion de 1963 :

Krotki, K.J. : First report on the population growth estimation experiment (Pakistan)

Som, R.K. : On adjustment for non-sampling errors and biases in the estimation of vital rates

14. Ces ouvrages sont mentionnés en raison de l'intérêt qu'ils présentent pour l'étude des méthodes en particulier, mais d'autres références seront indiquées plus loin.

II. INSCRIPTIONS AU REGISTRE ET RASSEMBLEMENT DES STATISTIQUES D'ETAT CIVIL EN AFRIQUE - ETAT DE LA QUESTION

15. Généralités. Il est étonnant de constater que l'idée de tenir des registres soit de la population, soit des naissances, décès, mariages et divorces, est très ancienne et qu'elle a intéressé des communautés à caractères très différents et pour des raisons assez diverses. Les premiers états civils remontent à l'Antiquité et nous pourrions citer en exemple les systèmes d'inscription instaurés en Egypte, vers 1250 avant J.-C., et dans les empires grec et romain. Sans aucun doute, des mobiles militaires ou fiscaux présidaient à ces premières tentatives d'enregistrement.

16. Dans l'Europe du Moyen-Age, l'enregistrement des données d'état civil était prôné par les autorités ecclésiastiques, et le soin de tenir les registres était confié au clergé paroissial. Cependant, les faits d'état civil que ce clergé enregistrait étaient les baptêmes, les enterrements et les mariages plutôt que les naissances, les décès et les mariages civils; en outre, ce système excluait naturellement ceux qui appartenaient à une autre confession. De plus, dans ces registres était consignée la date de la cérémonie religieuse et non celle du fait d'état civil.

17. L'état civil laïque a été instauré pour la première fois au Pérou et, un peu plus tard, au début du XVIIe siècle, dans les colonies de la Baie de Massachussetts et de New Plymouth; de nombreux pays de l'Europe occidentale entreprirent ensuite d'établir des systèmes analogues. L'événement le plus décisif fut l'adoption en France, en 1804, du Code Napoléon dont les dispositions devaient influencer sur la procédure suivie dans divers pays de l'Europe Occidentale, de l'Amérique latine, ainsi que dans les zones du Moyen-Orient sous influence française. C'est ce système d'état civil qui, en insistant sur le statut légal de l'individu, a établi les fondements sur lesquels allait reposer l'exercice des droits civils de l'individu.

18. La grande utilité de l'état civil pour la statistique est apparue pour la première fois dans la seconde moitié du XVIIe siècle lorsque John Graunt publia une étude de la mortalité, mais c'est la nomination en 1839 de William Farr au General Register Office (Bureau central de l'état civil) d'Angleterre

et du Pays de Galles que date surtout la mise en lumière des aspects statistiques des données d'état civil.^{1/}

19. Parmi les peuples autochtones de l'Afrique, ce n'est que récemment que les conditions ont commencé à se créer qui font de l'état civil une question importante. Dans le passé, les liens tribaux et familiaux assuraient à chacun les preuves dont il pouvait avoir besoin de son identité et de sa place dans la structure de sa collectivité. Actuellement, l'évolution touche autant les individus que les gouvernements. De nouveaux Etats ont vu le jour, une population nombreuse quitte la campagne pour la ville et, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, l'augmentation des revenus et le relèvement du niveau d'éducation sont appelés à influencer sur les habitudes de la population. Dans les villes déjà les attitudes traditionnelles se transforment, mais on ne peut prédire combien de temps cette évolution prendra dans les zones rurales. Il ne semble pas que cette évolution puisse être assez rapide pour compenser la croissance des besoins des organismes d'Etat en matière de renseignements sur le mouvement de la population dans l'avenir immédiat.

20. Instauration de l'inscription obligatoire et générale à l'état civil en Afrique. L'instauration dans l'Antiquité en Egypte d'un système d'état civil semble être restée un fait isolé qui, en Egypte-même, n'a pas pris un caractère permanent et qui, pour autant que l'on sache, n'a pas été suivi dans d'autres pays africains. A l'époque moderne, l'enregistrement obligatoire à l'état-civil a été instauré par les puissances métropolitaines dans leurs colonies africaines; cet enregistrement n'a en aucune manière été d'application générale et, à l'origine, il ne touchait que les ressortissants des métropoles. A diverses époques, des modifications ont été apportées à ce système; il a été étendu à des groupes de population autochtones autres que les ressortissants de la puissance coloniale, et notamment aux Indiens, Pakistanais ou Arabes, groupes qui étaient importants parce qu'ils appartenaient à une classe économique et sociale distincte de la population locale. Dans certains cas, la population autochtone pouvait enregistrer une naissance ou un décès, mais cet enregistrement n'était pas obligatoire.

^{1/} Source: Manuel de statistique de l'état-civil, études méthodologiques Série F., No 7, pages 3 à 5 et 308 à 311.

21. Lorsque l'inscription obligatoire à l'état civil a été étendue aux populations autochtones, un nouveau critère, géographique cette fois, a été utilisé avec l'ampleur croissante de l'urbanisation, en particulier, dans les zones qui constituaient les centres administratifs principaux. Dans un certain nombre de pays, l'inscription à l'état civil des naissances et des décès fut rendue obligatoire pour tous les groupes de population, autochtones ou autres, vivant dans les villes ou dans un rayon déterminé d'un centre administratif. Parfois, les règlements étaient élaborés de telle sorte que l'inscription des naissances était obligatoire dans toutes les zones mais que l'inscription des décès ne l'était que dans les villes.

22. L'évolution de l'état civil dans l'Afrique de l'est et du sud-ouest sous autorité britannique illustre bien le caractère progressif et limité de l'extension de l'inscription obligatoire. Le tableau ci-dessous indique la situation vers 1950 ^{1/}:

Territoire	Européens		Asiens		Africains	
	Naissances	Décès	Naissances	Décès	Naissances	Décès
Kenya	1904	1905	1929	1906 ^{a/}	--	1906 ^{b/}
Ouganda	1905	1907	1915	1907	--	--
Tanganyika	1917	1917	--	1923	--	--
Rhodésie du Nord	1905 ^{c/}	1905 ^{c/}	1909 ^{d/}	1909 ^{d/}	--	--
Nyassaland	1905	1905	1912	1905	--	--
Somalie brit.	1904	1912	--	--	--	--

^{a/} Indiens; de puis 1929 Asiens

^{b/} Dans les cités (townships)

^{c/} Rhodésie du Nord-Est; Rhodésie du Nord-Ouest 1906

^{d/} Rhodésie du Nord-Est; Rhodésie du Nord-Ouest 1914

^{1/} Kuczynski: Demographic Survey of the British Colonial Empire, Vol. II pp. 110 ff.

23. Une autre mesure adoptée sous l'autorité britannique fut le vote de dispositions législatives donnant pouvoir aux gouverneurs et aux autorités locales d'instaurer l'inscription obligatoire à l'état civil pour l'ensemble ou une partie seulement du territoire de leur ressort. Cette mesure n'a entraîné une généralisation des inscriptions d'état civil dans aucun territoire britannique ou ancien territoire britannique du continent africain mais c'est en Ouganda qu'on s'est le plus rapproché du but car, en combinant le droit anglais et le droit coutumier local, on a couvert toutes les zones géographiques, à l'exception du Karamoja (environ 125.000 hb. en 1956), et tous les groupes de population, à l'exception peut-être, des Goans et des Somalis.

24. Une évolution assez semblable s'est produite dans les anciens territoires français. Ainsi, en Afrique Occidentale, l'état civil a été ouvert en 1916 à la population autochtone, mais sur une base facultative. En 1933, l'inscription au registre d'état civil devint obligatoire pour certains groupes de population et leurs descendants, et notamment pour les militaires, les fonctionnaires de l'administration publique, les contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt foncier, les détenteurs de permis, les personnes résidant dans certains centres administratifs ainsi que les chefs et leur famille. En 1950, l'inscription au registre d'état civil devint obligatoire pour les personnes vivant dans un rayon de dix kilomètres d'un bureau d'état civil, ces bureaux étant établis dans les villes et centres administratifs importants. Dans l'ancienne Afrique Equatoriale Française, l'inscription au registre d'état civil fut rendue obligatoire pour la population autochtone par des dispositions législatives de 1940 et 1944 ^{1/}.

25. En Egypte, le système actuel d'enregistrement des naissances et des décès est obligatoire et généralisé depuis 1839; à Madagascar, il l'est depuis 1878, mais a été réorganisé en 1939. En Algérie, l'inscription à l'état civil a été rendue obligatoire et étendue à toute la population en

^{1/} Ministère de la France d'Outre-Mer. "Etude critique du fonctionnement de l'état civil et des registres de population" publié dans Documents et Statistiques, mars 1954

1882, et, en 1935, des mesures ont été prises pour réorganiser le système en vue d'obtenir des statistiques plus sûres. Au Maroc, le système d'enregistrement a été étendu du moins en théorie à l'ensemble du pays en 1954, lorsque l'inscription à l'état civil devint obligatoire pour la population musulmane; par ailleurs, en Afrique du Sud, avec l'adoption de dispositions similaires pour les Bantous des zones rurales, l'inscription à l'état civil est devenue obligatoire (en théorie) pour tous les groupes de population. Au Congo (Léopoldville), des dispositions législatives de 1957-1958 ont rendu obligatoire la déclaration des événements d'état civil, cette législation complétant l'ancien système d'inscription au registre de population ^{1/}.

26. L'aperçu qui précède avait pour unique objet d'indiquer la date à laquelle l'inscription à l'état civil a été rendue obligatoire et étendue à l'ensemble de la population, et il ne s'applique en principe aux naissances et aux décès seulement mais non à l'ensemble des événements d'état civil.

27. D'après les renseignements qu'on possède, il semble que l'on puisse conclure que la liste qui suit et qui comprend les pays africains dans lesquels l'inscription à l'état civil (des naissances et des décès au moins) est générale et obligatoire, est complète: Algérie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Gabon, Madagascar, République Arabe Unie, République Centrafricaine, République Sud-Africaine, Sénégal (1961), Tchad, Togo, Tunisie et Zanzibar. On devrait probablement y ajouter l'Ile Maurice, la Réunion et les Seychelles.

28. Parmi les pays africains avec une population de trois millions au moins, il reste encore 16 pays dans lesquels l'inscription des naissances et des décès n'est ni obligatoire ni générale; par ordre décroissant de l'effectif de leur population ces pays sont les suivants: Nigéria, Ethiopie, Soudan, Kenya, Tanganyika, Ghana, Mozambique, Ouganda, Angola, Haute-Volta, Cameroun, Mali, Côte-d'Ivoire, Niger, Guinée et Rhodésie du Sud. Ces 16 pays

^{1/} Estimations et renseignements concernant la République du Congo (Léopoldville)
Document présenté par le Congo au Cycle d'étude sur les problèmes de
population en Afrique, Le Caire, 1962; p.3

représentent un peu moins de 60 pour 100 de la population totale de l'Afrique et, si on y ajoute les territoires de moins de 3 millions d'habitants, le pourcentage de la population pour laquelle l'inscription à l'état civil des naissances et des décès n'est pas obligatoire et générale est de quelque 65 pour 100.

29. Degré de complétude. Il est à peine nécessaire de souligner que les dispositions législatives en matière d'enregistrement à l'état civil ne constituent pas une indication de la mesure dans laquelle la population se conforme aux règlements; dans un certain nombre de pays, les dispositions légales ne sont qu'une formalité dont une large section de la population ne tient aucun compte.

30. Là où on a pu établir des statistiques d'après les données d'état civil, il suffit souvent d'un coup d'oeil pour se rendre compte que les inscriptions sont très défectueuses. Des indications plus précises peuvent être obtenues lorsque les estimations des taux de natalité et de mortalité dérivent d'enquêtes sur le terrain ou de données statistiques provenant de recensements ayant porté, par exemple, sur la répartition de la population par sexe et par âge ou sur le nombre d'enfants nés de femmes appartenant à des groupes d'âge déterminés. Afin de donner une vue aussi générale que possible de l'état actuel des inscriptions d'état civil en Afrique, les données statistiques disponibles ont été rassemblées dans le Tableau I, lequel indique les taux bruts de natalité et de mortalité ainsi que les taux de mortalité infantile tels qu'ils se dégagent des données d'état civil. Ce tableau indique également, lorsque c'est possible, des estimations de ces taux obtenues par voie de questions "rétrospective" posées à l'occasion de recensements ou d'enquêtes. Le Tableau 2 donne d'autres estimations des taux bruts de natalité obtenues par voie d'analyse des données statistiques de recensement ou par toute autre méthode analytique.

31. Si on laisse de côté la population non autochtone, il ressort de Tableau I que dans 21 des 58 territoires africains les données d'état civil manquent totalement ou sont si défectueuses que les taux de natalité et de mortalité n'ont pas été calculés; en outre, pour 31 pays, il n'existe pas de données d'état civil sur la mortalité infantile. Ce tableau imparfait

ne suffit pas encore à donner une idée assez juste des défauts des systèmes d'enregistrement à l'état civil : sur les 37 territoires pour lesquels on connaît les taux de natalité et de mortalité de la population autochtone, quelques pays tels la Gambie, le Ghana, le Maroc, la Nigéria et le Sierra Leone, ne présentent de statistiques que pour une petite partie de leur territoire. Par ailleurs, d'après les symboles indiqués entre parenthèse dans le tableau, la Tunisie est le seul pays à population importante à avoir un système d'inscriptions à l'état civil qui, pour les naissances et les décès, couvre pour ainsi dire toute la population.

32. Enfin, pour un certain nombre de pays, les estimations des taux bruts de natalité obtenues par la méthode analytique peuvent servir de base pour évaluer la complétude des taux calculés d'après l'enregistrement des naissances. Ces taux bruts figurent au Tableau 2

33. Comme il s'agit de faire une estimation approximative de la complétude des données d'état civil en comparant ces données aux taux évalués, il importe de souligner certaines caractéristiques des chiffres des tableaux. Dans l'Annuaire démographique, les données d'état civil sur les naissances et les décès sont celles qui sont fournies par les gouvernements, ceux-ci étant considérés comme le plus en mesure de fournir et de calculer les renseignements pertinents. Il se peut que les chiffres absolus d'événements d'état civil soient établis sur des bases différentes selon les années; de même, les chiffres de base de la population sont exposés à des erreurs. Par ailleurs, si, dans l'Annuaire, on a voulu fournir les données statistiques tirées des inscriptions d'état civil, dans certains cas on a remplacé ces chiffres par ceux d'enquêtes par sondage, en vue de donner une indication plus juste des taux effectifs de natalité et de mortalité. On ne peut pas être sûr, dans tous les cas, de la nature des chiffres ou de la continuité des séries publiées. A titre d'exemple, les taux bruts de natalité et de mortalité figurant au Tableau 3 pour l'Algérie, le Congo (Léopoldville) et la RAU sont donnés par périodes de cinq ans, entre 1945 et 1959, et par année, entre 1952 et 1961.

34. Pour chacun de ces trois pays, on relève des anomalies qui ne s'expliquent que si on examine chaque cas en particulier. En Algérie, l'enregistrement des naissances a atteint son maximum dans les années d'après-guerre, et cela en raison du rationnement alimentaire, mais le taux élevé de mortalité pour la période de 1945 à 1949 reflète une mortalité plus élevée durant ces années-là.

35. Au Congo (Léopoldville), les taux de natalité et de mortalité pour 1952 et 1953 et le taux de natalité pour 1959 ont été tirés d'enquêtes par sondage. Le taux élevé de mortalité pour 1959 ne s'expliquerait que si la législation de 1957-58 avait e des résultats étonnamment rapides; il est plus probable que ce taux a été estimé d'après les chiffres des enquêtes par sondage d'années précédentes.

36. En RAU, le relèvement des taux de natalité des dernières années s'explique par le fait que les déclarations sont plus complètes dans les régions pourvues de bureaux de santé; la diminution des taux de mortalité s'explique peut-être par le fait que la mortalité est plus faible dans les localités où il existe un bureau de santé.

37. Dans le Tableau 4, on compare les chiffres des inscriptions de naissances et les évaluations dans tous les cas où ces deux séries d'indications étaient disponibles. On a considéré ce procédé comme étant une méthode approximative d'apprécier la mesure dans laquelle les inscriptions sont complètes en supposant que dans les pays africains les évaluations sont plus exactes que les inscriptions. Cependant, les évaluations tirées des enquêtes par sondage peuvent être erronées, comme aussi les évaluations rétrospectives d'après le dénombrement de jeunes enfants dans les recensements ou d'après le nombre d'enfants auxquels les femmes ont donné naissance.

38. En raison de difficultés du genre signalé ci-dessus pour le Congo (Léopoldville), l'Algérie et la RAU, les chiffres des inscriptions au Tableau 4 sont celles des années qui semblaient permettre la meilleure comparaison avec les années pour lesquelles une évaluation des taux était disponible. Au Dahomey, au Mali, au Niger, au Sénégal et en République Centrafricaine, aucun choix n'a été possible, les statistiques n'existant que pour les années figurant au Tableau.

**TAUX DE MORTALITE EN DE MORTALITE D'APRES LES DONNEES D'ETAT CIVIL ET LES RECENSEMENTS OU ENQUETES PAR SONDAGE
TOUTS LES PAYS AFRICAINS**

(C = complet U = incomplet) ... = pas de renseignements / = par date d'immigration. Taux pour 1.000 habitants pour le TBM et le TBM pour 1.000 naissances vivantes pour le TMI)

PAYS	ANNEE (dernière année pour laquelle on possède des données)	TAUX BRUT DE NALITE		TAUX BRUT DE MORTALITE		TAUX DE MORTALITE INFANTILE	
		D'après les naissances inscrites	D'après recensements ou enquêtes par sondage	D'après les décès inscrites	D'après recensements ou enquêtes par sondage	D'après les décès inscrites	D'après recensements ou enquêtes par sondage
AFRIQUE DU SUD							
Astoria	1960	35,4(C)	-	7,6(C)	-	60,0(C)	-
Bantou	1956 /	16,5(U)	-	11,0(U)	-	-	-
Nécesses	1961	48,0(C)	-	15,9(C)	-	126,8(C)	-
Blancs	1961	25,0(C)	-	8,8(C)	-	27,6(C)	-
AFRIQUE EQUATORIALE ESPAGNOLE	1960 / 23/	28,8(U)	-	7,7(U)	-	35,7(U)	-
AFRIQUE OCCIDENTALE ESPAGNOLE							
Casta	1961 / 23/	20,8(C)	-	7,2(C)	-	54,1	-
Mallila	1961 / 23/	19,1(C)	-	7,4(C)	-	41,2	-
ALGERIE							
Européens 2/	1959	21,7(C)	-	8,9(C)	-	37,6(C)	-
Musulmans 1/	1959	39,3(U)	-	15,8(U)	-	117,9(U)	-
Total 2/	1959	36,4(U)	-	14,6(U)	-	113,3(U)	-
ANGOLA	1960	21,0(U) 2/	-	5,7(U)	-	-	-
BASSOUTOULAND	1955/60	-	40(....)	-	23(....)	-	181(....)
BERCHOUVALAND							
Non-autochtones	1958	21,7(C)	-	6,3(C)	-	49,4(C)	-
BURUNDI							
Autochtones	1957	-	46,6(....)	-	17,4(....)	-	121(....) 2/
Cameroun 4/	1957 /	28,4(U)	42(....)	7,1(U)	-	-	-
Autochtones	1960	-	47(....)	-	21(....)	-	200(....)
CONGO (Brazzaville)							
Autochtones	1956 1/	35,6 8/	43(....)	13,0 8/	20(....)	33,4(C) 2/	104(....)
Blancs	1958	36,1(C)	-	3,4(C)	-	-	-
COTE D'IVOIRE	1961	17,8(U)	56,1(....)	4,3(U)	33,3(....)	-	138(....) 12/
COTE FRANÇAISE DES SOMALIS							
Autochtones	1955	27,2(U)	-	11,1(U)	-	28,4(U) 3/	-
Non-autochtones	1955	36,0(....)	-	5,4(U)	-	-	-
DAROMI	1961	23,1(....) 9/	55(....)	9,1(U) 2/	27(....) 10/	-	110(....)
Autochtones	-	-	-	-	-	-	-
FRANCOIS	1960/61	-	38(....)	-	28(....)	-	160(....)
Autochtones	1960	47,7(C)	-	13,2(C)	-	67,4(C)	-

PAYS	ANNEE (dernière année pour laquelle on possède des données)	TAUX BRUT DE NATALITE		TAUX BRUT DE MORTALITE		TAUX DE MORTALITE INFANTILE	
		D'après les naissances inscrites	D'après recensements ou enquêtes par sondage	D'après les décès inscrites	D'après recensements ou enquêtes par sondage	D'après les décès inscrites	D'après recensements ou enquêtes par sondage
GHANA 36 villes seulement	1960 ^f	55,8(c)		25,6(c)	-	113,1(c)	-
GUINEE Autochtones	1954/55	-	62(...)	-	40(...)	-	220(...) ^{11/}
GUINEE PORTUGAISE ^{11/}	1961	17,6(v)	-	10,1(v)	-	-	-
IFNI	1958	36,7(...)	-	11,2(...)	-	-	-
ILES DU CAP VERT	1960	44,9(c)	-	15,7(c)	-	95,0(c) ^{5/}	-
ILES COMORES	1955	13,5(...)	-	6,9(...) ^{3/}	-	51,7(...) ^{3/}	-
ILE MAURICE Ex. Dep.	1960 ^f	39,8(c)	-	10,6(c)	-	73,7(c)	-
HAUTE VOLTA	1960/61	-	49,1(...)	-	30,5(...)	-	174,3(...)
KENYA ^{13/}	-	-	-	-	-	-	-
LA REUNION ^{1/}	1960	44,3(c)	-	11,6(c)	-	83,3(v)	-
LIBERIA	-	-	-	-	-	-	-
LIBYE	1960	-	-	-	-	-	-
MADAGASCAR	1960/61	32,8(...)	-	12,3(v)	-	67,8(v)	-
MALI	1954	8,4(v)	56(...)	-	28(...)	-	250(...)
Autochtones				4,3(v) ^{10/}	-	-	-
MAROC ^{15/}	1955	31,1(v)	-	12,0(v)	20,0(...) ^{16/}	71,1(v)	-
Musulmans	1956	26,3(c)	-	8,5(c)	-	46,7(c)	-
Non-autochtones	1954	-	50(...) ^{14/}	1,1(...) ^{10/}	-	-	-
M. BRITANNIE	1961	5,7(v)	-	3,4(v)	-	-	-
MOZAMBIQUE	1957	31,8(c)	-	5,9(c)	-	32,1(c)	-
Population "civilisée"	1959/60	-	59(...)	-	32(...)	-	-
NIGER	1954	4,8(v)	-	1,3(v) ^{10/}	-	-	-
Autochtones				11,8(...)	-	62,9(...)	-
NIGERIA	1960 ^f	60,2(...)	-	-	-	-	-
Lagos				-	20(...)	-	160(...)
OGANDA	1958/59	-	42(...)	12,0(...)	-	110,0 ^{25/}	-
Autochtones	1961 ^f	44,0(v)	-	-	-	-	200(...)
RAU	1959/60	9,4(v) ^{6/}	48(...)	1,6 ^{7/}	30(...)	-	-
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE				5,8(c)	-	20,9(c) ^{5/}	-
Autochtones				-	-	-	-
RHODESIE ET NYASSALAND, Fed. de	1960 ^f	27,3(c)	-	-	-	-	259(...)
Européens	1950	-	56,8(...)	-	32,2(...)	-	148,3(...)
Rhodesie du Nord	1953 ^f	9,1(v)	-	5,6(v)	-	-	-
Autochtones				-	-	-	-
Nyassaland				-	-	-	-
Autochtones				-	-	-	-
Rhodesie du Sud	1954	-	44,8(...)	-	14,4(...)	-	122(...)
Autochtones (population rurale)				-	-	-	-

PAYS	ANNEE (dernière année pour laquelle on possède des données)	TAUX BRUT DE MORTALITE		TAUX BRUT DE MORTALITE		TAUX DE MORTALITE INFANTILE	
		D'après les naissances inscrites	D'après recensements ou enquêtes par sondage	D'après les déces inscrites	D'après recensements ou enquêtes par sondage	D'après les déces inscrites	D'après recensements ou enquêtes par sondage
RUANDA Autochtones	1957	-	52,0(....)		13,7(....)	-	137(....) ^{3/}
SAHARA ESPAGNOL	1959	3,6(u)	-	3,4(....)	-	-	-
STE HELENE	1961	24,2(....)	-	8,4(....)	-	-	-
ST THOMAS ET ILE DU PRINCE	1961	47,1(c)	-	19,9(c) ^{18/}	-	140,1(c) ^{18/}	-
SENEGAL Autochtones	1960	14,9(u) ^{19/}	40(....)	2,5(u) ^{20/}	18(....)	-	190-200(....) ^{21/}
SEICHELLES	1960	41,2(....)	-	9,8(....) ^{3/}	-	57,8(....)	-
SIERRA LEONE Asiennse colonie seulement	1950/54 ^f	34,2(....)	-	22,4(....)	-	126,2(....) ^{22/}	-
SOMALIE Italienne dans l'Asiennse Somalie italienne	1945/49	9,6(....)	-	4,9(....)	-	-	-
Soudan	1955	-	51,7(....)	-	18,5(....)	-	93,6(....)
SUD-OUEST AFRICAINE Métisses Blancs	1960 1960	43,8(u) 31,4(c)	- -	12,9(....) 6,3(c)	- -	115,6(....) 32,3(c)	- -
SWAZILAND Européens	1960 ^f	15,0(....)	-	3,4(....)	-	-	-
TANGANIKA	1957	-	46(....)	-	24,5(....)	-	-
TCHAD	-	-	-	-	-	-	-
TOGO Autochtones	1961 ^f	35,0(u) ^{24/}	55(....)	-	29(....)	12,8(u) ^{24/}	121(....)
TUNISIE	1961 ^f	43,2(c)	-	10,7	-	109,5 ^{2/}	-
ZANZIBAR & PUNJA Zansibar Punja	1961 1958 1958	21,8(u) - -	- 30(....) 40(....)	4,7(u) - -	- 21(....) 23(....)	13,5(u) - -	- 157(....) 171(....)

Sources : Nations Unies. Annuaire démographique, 1961
Population and Vital Statistics Report, avril 1963
Compendium of Social Statistics, 1963

NOTES DE BAS DE PAGE

- 1/ Non compris les enfants nés vivants, mais décédés avant l'inscription de la naissance.
- 2/ D'après les registres des baptêmes.
- 3/ Pour 1952.
- 4/ Non compris l'ex-Cameroun méridional britannique.
- 5/ Pour 1959.
- 6/ Pour 1953.
- 7/ Données d'état civil d'après le Tableau général de la démographie Congolaise. Enquête..... 1955-57.
- 8/ Pour 1955-57
- 9/ Le chiffre total des naissances et des décès signalés (inscrits ?) n'est connu que pour 1954.
- 10/ Non compris la population des villes principales.
- 11/ Pour les zones rurales seulement. Pour les villes, le taux était 190.
- 12/ Pour 1956. Population rurale seulement.
- 13/ Estimations fondées sur le recensement de 1948 : 50 pour le taux brut de natalité, 25 pour le taux brut de mortalité.
- 14/ Base inconnue.
- 15/ Données pour la partie nord de l'ancien Protectorat espagnol; non compris les enfants nés vivants mais décédés avant l'inscription de la naissance.
- 16/ Pour 1952-60.
- 17/ On n'estime les inscriptions complètes que pour la population "civilisée".
- 18/ Pour 1958.
- 19/ Pour 1954.
- 20/ Pour 1956.
- 21/ Année et source inconnues.
- 22/ Freetown seulement, 1959.
- 23/ Non compris les enfants nés vivants, mais décédés dans les 24 heures suivant la naissance.
- 24/ Pour 1955.
- 25/ Pour 1960.

TABLEAU 2
ESTIMATIONS DES TAUX BRUTS DE NATALITE
PAR METHODES ANALYTIQUES POUR CERTAINS PAYS

P a y s	Date(s)	Taux brut de natalité	Source de l'estimation ^{1/}
ALGERIE			
Musulmans	1944-49	45	R.S.
AFRIQUE DU SUD			
Bantous	1941-46	42	R.S.
BETCHOUANALAND	1936-41	40	R.S.
GHANA	1950-55	51	R.S.
ILE MAURICE	1960	40	R.S.
KENYA			
Autochtones	1948	50	W
LIBYE	1944-49	43	R.S.
MADAGASCAR	1950-55	45	R.S.
MAROC			
Musulmans	1942-47	48	R.S.
MOZAMBIQUE	1945-50	47	R.S.
NIGERIA	1952-53	54-57	S.
RAU	1942-47	43	R.S.
TANGANYIKA	1957	46	W.
ZANZIBAR et PEMBA			
Zanzibar	1958	32	W.
Pemba	1958	45	W.

^{1/} R.S. Enfants survivants dénombrés rétrospectivement par recensements ou enquêtes.

W D'après les nombres d'enfants auxquels les femmes ont donné naissance (chiffres des recensements).

S Par comparaison des chiffres des recensements ou enquêtes sur de larges groupes de population avec des modèles démographiques stables

Données établies par le Service de la population des Nations Unies ou des bureaux de statistique nationaux.

TABIEAU 5

TAUX BRUTS DE NATALITE ET DE MORTALITE
POUR L'ALGERIE, LE CONGO (LEOPOLEWILLE) ET LA RAU
1945-1961

Sources : Annuaire démographique, 1961 et Population and Vital
Statistics Report, avril 1963.

Date(s)	Taux brut de natalité			Taux brut de mortalité		
	Algérie ^{1/} (Musul- mans)	Congo (L) (autoch- tones)	R.A.U.	Algérie ^{1/} (Musul- mans)	Congo (L) (autoch- tones)	R.A.U.
1945-49	41,4 ^{2/}	N.A.	42,5	22 ^{2/}	N.A.	23,0
1950-54	41,4	30,3 ^{3/}	43,8	13,7	13,3 ^{3/}	18,7
1955-59	36,5	37,8 ^{4/}	39,5 ^{6/}	14,8	14,8	17,2 ^{6/}
1952	41,9	33,1 ^{5/}	45,1	13,0	21,7 ^{5/}	17,7
1953	41,1	34,3 ^{5/}	42,5	13,2	21,6 ^{5/}	19,5
1954	43,2	30,5	42,4	13,7	13,3	17,8
1955	43,8	33,1	40,2	12,3	12,8	17,6
1956	33,5	35,8	40,6 ^{7/}	10,7	12,6	16,3
1957	29,9	38,1	37,8	12,7	12,8	17,8
1958	34,5	38,4	45,6 ^{8/}	15,0	12,3	19,3 ^{8/}
1959	39,5	43,0 ^{4/}	N.A.	15,8	23,0 ^{9/}	N.A.
1960	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
1961	N.A.	N.A.	44,0	N.A.	N.A.	12,0

NOTES DE BAS DE PAGE

- 1/ Non compris les naissances et décès d'enfants nés vivants, décédés avant l'inscription.
- 2/ Moyenne : 4 ans.
- 3/ Moyenne : 2 ans.
- 4/ Chiffre provisoire. Le taux pour 1959 est fondé sur l'enquête démographique par sondage de 1955-57.
- 5/ Taux estimés d'après les résultats de l'enquête démographique annuelle par sondage. Les taux correspondant en 1953 étaient 30,0 pour les naissances inscrites, et 13,4 pour les décès inscrits.
- 6/ Moyenne : 3 ans.
- 7/ On a évalué les inscriptions de naissances à 80 pour 100 environ du total des naissances pour l'ensemble du pays en 1956.
- 8/ Pour les zones où il existe un Bureau sanitaire qui couvrent environ 44 pour 100 de la population totale en 1958.
- 9/ Base inconnue mais ce taux élevé pourrait être attribué au fait que la législation de 1957-58 a rendu obligatoire la déclaration des naissances et des décès.

TABIEAU 4

DEGRE APPROXIMATIF DE COMPLETUDE DES INSCRIPTIONS DE NAISSANCES
POUR LA POPULATION AUTOCHTONE OU LA POPULATION TOTALE DE
CERTAINS PAYS

P A Y S	TAUX BRUT DE NATALITE ESTIME			TAUX BRUT DE NATALITE ENREGISTRE		POURCENTAGE DES TAUX ENREGISTRES PAR RAPPORT AUX TAUX ESTIMES
	Années	Taux	Source ^{1/}	Années	Taux	
AFRIQUE DU SUD (Bantous)	1941-46	42	R.S.	1956	16,5	39
ALGERIE (Musulmans)	1944-49	45	R.S.	1955-59	36,5	81
ANGOLA	1940-45	49	R.S.	1955-59	21,1	43
CONGO (Léo)	1955-57	43	S.S.	1956	35,6	83
DAHOMY	1961	55	S.S.	1954	23,1	42
ILE MAURICE	1960	40	R.S.	1955-59	41,5	104
MADAGASCAR	1950-55	48	R.S.	1955-59	34,9	78
MALI	1960-61	56	S.S.	1954	8,4	15
MOZAMBIQUE	1945-50	47	R.S.	1945-49	7,7	16
NIGER	1959-60	59	S.S.	1954	4,8	8
RAU	1942-47	43	R.S.	1957	37,8	88 ^{2/}
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	1959-60	48	S.S.	1953	9,4	20
SENEGAL	1960	40	S.S.	1954	14,9	37
TOGO	1961	55	S.S.	1955	35,0	64
ZANZIBAR & PEMBA	1958	32	W)	1945-49	22,2	50-70 ^{3/}
	1958	45	W)			

1/ R.S. Evaluation rétrospective

W D'après les chiffres du nombre des enfants auxquels les femmes ont
donné naissance tirés des recensements.

S.S. D'après enquêtes par sondage.

2/ En 1956, on estimait officiellement en RAU que l'inscription des naissances
n'était complète qu'à 80 pour 100.

3/ Les taux d'après les inscriptions ne sont pas disponibles séparément pour
les deux îles.

39. En République centrafricaine, au Mali, au Mozambique et au Niger, les inscriptions de naissances sont incomplètes à 80 pour 100 ou plus; en Angola, au Dahomey, au Sénégal et en Afrique du Sud, l'insuffisance est de 50 à 60 pour cent; au Togo et à Zanzibar elle est d'environ 40 pour 100 et à Madagascar, en Algérie et au Congo (Léopoldville) de 20 pour 100 à peu près. La RAU et l'île Maurice sont les pays où les inscriptions sont les plus complètes; en fait les chiffres de l'île Maurice accusent un léger excédent, qui s'explique peut-être par le fait que la méthode rétrospective a donné lieu à une sous-évaluation du taux de natalité.

40. En résumé, la situation se présente comme suit : dans 21 pays il n'y a pas de registres des naissances pour la population autochtone; dans 5 autres pays les registres n'intéressent qu'une partie du territoire; il reste donc 32 pays où il existe des données d'état civil pour la population autochtone. Dans la plupart de ces 32 pays les taux de natalité sont manifestement imparfaits, mais dans 15 cas seulement on a pu estimer approximativement le degré de complétude des inscriptions de naissances. Dans 10 de ces 15 pays, les inscriptions sont incomplètes à 25 pour 100 ou plus. La RAU, le Congo (Léopoldville), l'Algérie et l'île Maurice accusent le degré de complétude des inscriptions le plus élevé; on peut sans doute y ajouter la Tunisie, la Réunion et l'Afrique du Nord espagnole. Si bien que sur 58 territoires, il en est 7 seulement qui possèderaient des registres de natalité relativement complets mais sur ces 7 territoires, il en est 3 dont la population et la superficie sont très faibles, ce qui revient à dire que leurs conditions sont peu représentatives de celles du reste du continent africain.

41. Pour le taux de mortalité, les territoires où il existe des chiffres obtenus par inscription sur un registre sont à peu près les mêmes que ceux où des chiffres de naissances sont disponibles par le même système. Cependant, comme pour les chiffres sur lesquels on peut fonder les comparaisons les possibilités d'erreur sont plus grandes, il est plus difficile d'estimer la proportion des omissions dans les inscriptions de décès que dans les inscriptions de naissances. Il n'a été possible d'établir une comparaison des taux de décès calculés à partir des registres et des taux de décès estimés

que pour 7 pays, à savoir la République centrafricaine, le Congo (Léopoldville), le Dahomey, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Maroc, le Niger et le Sénégal; dans 6 de ces pays, les taux d'après les registres étaient si faibles que la comparaison était pratiquement sans intérêt. C'est au Congo seulement, dont les inscriptions de décès seraient complètes à 65 pour 100, que les statistiques sont suffisamment complètes pour que la comparaison signifie quelque chose.

42. Parmi les territoires où les statistiques d'état civil sont la seule source du calcul des taux de mortalité il n'en est pas un seul (à l'exception de quelques petites îles côtières) où l'on puisse considérer les inscriptions de décès comme complètes pour tout le territoire et pour tous les groupes de la population. En RAU, en Tunisie, en Algérie, au Congo (Léopoldville), en Afrique du Sud et à Madagascar il semble que les inscriptions de décès soient plus complètes que pour le reste du continent.

43. On a fait figurer les taux de mortalité infantile au tableau à des fins surtout d'illustration. Même dans les pays où ils sont disponibles, on sait que les taux de mortalité infantile sont plus susceptibles d'erreur que les taux bruts de natalité et de mortalité, les erreurs provenant d'omissions ou erreurs introduites par des déclarations inexactes quant à l'âge des jeunes enfants. En conséquence, pour un certain nombre de pays, le taux de mortalité infantile à partir des registres d'état civil n'est pas disponible ou ne l'est que pour la population non autochtone. Les recensements et enquêtes par sondage de ces dernières années ont permis d'établir des taux pour 18 territoires, mais on ignore à quel point ces chiffres sont acceptables. On ne peut donc estimer à partir des chiffres disponibles la complétude des inscriptions des cas de mortalité infantile.

44. Difficultés de l'établissement de l'état civil. Les raisons profondes de ces imperfections de l'état civil en Afrique tiennent à des difficultés de deux sortes, les unes provenant du fait que les gouvernements ne disposent pas de moyens financiers suffisants, les autres du fait que les populations ne manifestent aucun intérêt pour l'inscription des faits d'état civil, quand elles ne lui sont pas, parfois, nettement hostiles.

45. La pénurie de personnel qualifié est à la base du manque de ressources en Afrique, où les terrains, les climats et les langues sont extrêmement variés, où le degré d'instruction généralement très faible, la dispersion des lieux habités, la mobilité d'importantes fractions de la population exigent, pour une fin donnée, une dépense de compétence, d'efforts et de temps plus grande que dans les pays plus homogènes pour ce qui est de la topographie et de la culture.

46. L'absence d'intérêt des populations pour les inscriptions d'état civil provient du fait qu'elles ne saisissent pas les avantages que l'individu peut retirer de l'établissement de son état civil en tant que personne dont l'identité, l'âge, la nationalité, etc. peut être certifié. Cette mentalité est compréhensible au sein de populations vivant dans un cadre traditionnel, très loin des centres administratifs. Dans les cas de ce genre, ce sont les chefs coutumiers, plutôt que l'Etat ou ses agents, qui ont le plus d'autorité pour influencer sur le comportement des gens; or l'identité, l'âge et la nationalité sont dépourvus d'importance car ces éléments semblent n'avoir aucune réalité ou sont considérés comme admis. Par ailleurs, les raisons ne manquent pas dans le passé pour alimenter la conviction que toute enquête démographique a des rapports avec l'impôt ou l'éventualité d'un recrutement pour quelque service, civil ou militaire.

47. La méfiance que suscite l'inscription des faits d'état civil provient encore d'une autre source, à savoir les superstitions liées à la déclaration des décès chez certaines populations qui répugnent à parler de leurs décès récents, ceux de nourrissons en particuliers, qui sont considérés comme une punition infligée pour des fautes commises. ^{1/}

48. Jusqu'ici, les succès qu'on a pu obtenir en matière d'inscriptions d'état civil parmi la population autochtone ont été acquis dans les villes et non en milieu rural ce qui est encore compréhensible si l'on considère que dans les villes les services sont plus accessibles, les populations sont en relations plus constante avec l'administration et que le degré d'instruction est plus élevé.

^{1/} Voir, par exemple, République du Congo: Tableau général de la démographie Congolaise, Enquêtes démographiques 1955-57, p. 57

49. Lacunes dans la mise en oeuvre des systèmes d'inscription à l'état civil.
Si l'objet essentiel des inscriptions d'état civil est de fournir la preuve des faits d'état civil intéressant les individus, une autre fonction reconnue d'un régime d'état civil est de procurer les statistiques des faits d'état civil nécessaires à l'efficacité de l'administration et de la planification. Ce serait gaspiller des ressources trop rares que de les affecter à des systèmes d'inscription mal organisés, qui ne pourraient ni produire les preuves universelles de l'état civil ni procurer des statistiques sûres. Partout où les régimes d'état civil fonctionnent avec une efficacité acceptable, même s'ils n'intéressent qu'une partie d'un territoire, il existe souvent des possibilités d'amélioration dans l'exactitude de la tenue des registres de base, et de la qualité des statistiques dressées. On pourrait invoquer, à partir de chiffres publiés, des exemples d'erreurs absolument étrangers aux imperfections des inscriptions de naissances et de décès, tels que des variations aberrantes dans les taux avec le temps, des lacunes pour certaines régions et pour certaines années, un taux moyen sur une zone donnée qui serait supérieur ou inférieur aux taux des circonscriptions constituant cette zone. Le rapport sur l'enquête faite de 1956 à 1958 en Ouganda concernant les statistiques d'état civil de territoire fournit des exemples des types d'erreurs qui peuvent intervenir et des raisons de certaines d'entre elles: manque d'uniformité des lois sur les inscriptions d'Africains et de non-Africains, ambiguïté des instructions, erreurs de copie, modifications des limites de circonscription sans correction correspondante des chiffres de la population de base en fonction de laquelle les taux des naissances et décès de la population doivent être calculés, omissions et parfois doubles emplois qui se produisent dans les établissements hospitaliers et autres institutions, dates d'inscription souvent données comme dates de naissances, erreurs de report des totaux d'une page à la suivante ^{1/}.

^{1/} Ouganda: Report of the Committee on Vital Statistics (The Gale Committee) 1958.

50. Il ne fait aucun doute qu'on pourrait améliorer sensiblement la qualité des statistiques en réorganisant les méthodes de transmissions des résultats à l'organisme central qui doit les exploiter en adoptant des systèmes permettant d'éliminer les copies, en utilisant des numéros de série et de code pour éviter la perte de documents et pour contrôler l'identité des régions, en adoptant des bulletins normalisés pour le relevé des résultats, en insistant sur le contrôle des travaux, à toutes les étapes, pour déceler les erreurs matérielles et les incompatibilités ou irrégularités des chiffres bruts et des taux calculés à partir de ces chiffres.

III. SOLUTIONS POSSIBLES AUX PROBLEMES DE L'INSCRIPTION DES FAITS D'ETAT CIVIL EN AFRIQUE

51. On peut admettre que ce sont la modicité des ressources publiques et l'absence de tout motif encourageant pour les populations qui restreignent la possibilité de mettre sur pied à brève échéance en Afrique des systèmes nationaux d'inscriptions d'état civil exhaustifs; dès lors on devra satisfaire au moyen d'autres sources le besoin urgent en statistiques démographiques. Pour des raisons d'économie, il serait nettement souhaitable de prévoir un système rationnel qui combinerait les deux objectifs: mise sur pied de systèmes d'état civil ou amélioration de ceux qui existent déjà et établissement aussi rapide que possible d'évaluations des taux démographiques de base.

52. Registres de population. Quel que soit le degré de complétude des registres, quel que soit l'intérêt que ces registres présentent en tant que moyen de répondre à des besoins administratifs multiples et variés, ils ne permettent pas d'économiser le temps ou l'argent pour les fins dont il est question ici. Cette considération s'applique particulièrement à l'établissement des statistiques d'état civil; le texte suivant met bien l'accent sur cette question: "Il ne paraît guère possible d'établir des statistiques de l'état civil en se fondant sur les registres de population. Au contraire, le bureau de l'état civil constitué, pour ceux-ci, la meilleure source de renseignements sur les naissances, les décès, les mariages et parfois les divorces. Il s'ensuit qu'un bon registre de la population exige que le rassemblement des données d'état civil soit bien organisé. Vouloir pallier l'absence de statistiques de l'état civil en demandant que les faits d'état civil soient directement signalés au registre de la population revient à dire que les fonctions du registre de la population et des registres d'état civil doivent être assumées par un seul bureau. Cette

solution est adoptée dans certains cas, mais il a fallu néanmoins maintenir des registres distincts." ^{1/}

53. Le recours au sondage. Pour des raisons d'économie, le sondage est la solution évidente qui permet de surmonter les difficultés du rassemblement des données statistiques en Afrique. En outre, en tant que préalable à la solution du problème de l'établissement d'un état civil, elle offre la possibilité d'un développement systématique à partir d'un début modeste, car on pourra élargir progressivement la taille de l'échantillon au fur et à mesure que les ressources disponibles en personnel et en argent s'accroîtront.

54. Les avantages de l'économie de personnel sont ceux qui présentent la plus grande importance car c'est justement le manque de personnel qui apparaît comme le premier des facteurs qui restreignent le développement des statistiques en Afrique. Lors du Cycle d'étude du Caire sur les problèmes de population en Afrique, on a avancé que le personnel disponible, même pourvu d'aptitudes élémentaires seulement, est si peu nombreux que le choix est impossible. S'il en est vraiment ainsi, il n'y a aucun espoir de trouver les agents hautement qualifiés que réclament les questionnaires plus complexes établis normalement pour les enquêtes par sondage. De même, il ne serait pas impossible que, dans le domaine des frais d'exécution, les économies en Afrique ne soient pas aussi importantes qu'on

^{1/} Nations Unies: Méthodologie et appréciation des registres permanents de la population (E/CN.3/293, paragraphe 90). Des renseignements sur les registres de population dans un certain nombre de pays africains sont fournis par le Ministère de la France d'Outre-Mer. Service des statistiques: "Etude critique du fonctionnement de l'état civil et des registres de population" dans Documents et statistiques, mars 1954; voir en outre Lorimer Frank: Demographic Information on Tropical Africa, 1961.

le croirait,^{1/} peut-être du fait que les frais de transport ne sont pas proportionnés à l'effectif du personnel à pied d'œuvre ou que la rémunération de ce personnel utilisé lors des enquêtes par sondage en Afrique portait, par unité recensée, sur des périodes plus longues que si les circonstances avaient été plus favorables.

55. On peut écarter la première objection en excipant du fait que, dans le cas d'une enquête par sondage, comme les effectifs sont plus réduits, il existe des possibilités de former le personnel et de le contrôler plus grandes que dans le cas d'un recensement total. Le manque de personnel devient parfois un élément réellement restrictif, comme au Congo où il a été impossible de trouver des contrôleurs en nombre suffisant pour permettre le recensement simultané de toutes les provinces, si bien qu'il a fallu échelonner les opérations dans le temps, les régions étant recensées successivement.

56. Quant à la deuxième objection, avant que l'on puisse aboutir à des conclusions définitives, il est indispensable d'entreprendre une étude plus détaillée des frais à engager pour obtenir des enquêtes par sondage donnant des résultats satisfaisants et pour les recensements complets. S'il se révèle que, dans les conditions propres à l'Afrique, les enquêtes par sondage ne permettent pas de réduire les frais, il conviendra néanmoins d'adopter la méthode du sondage pour certains objectifs, compte tenu du manque de personnel. La méthode du sondage présente le maximum d'avantages, et ses défauts sont les moindres dans les cas où on recherche les caractéristiques d'une population et non son importance numérique et sa répartition par zones ou circonscriptions administratives relativement peu étendues.

1/ Voir Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique: Méthodes et problèmes des recensements de population en Afrique, 1955-62, E/CN.14/CAS.3/3, page 27.

57. Secteurs d'inscriptions par sondage et évaluation des taux à partir des enquêtes par sondage. Les conceptions dont on discute depuis quelques années au sujet des méthodes adaptées au rassemblement des statistiques démographiques dans les pays en voie de développement procèdent d'un certain nombre de sources. Elles ont été résumées et adaptées au cas africain par M. C.J. Martin, ancien directeur du Bureau de statistique de l'Afrique Orientale dans une proposition qui est un point de départ commode pour l'exposé. Les caractéristiques essentielles de cette proposition sont les suivantes:

a) répéter à intervalles de dix ans les dénombremments complets du type le plus simple ;

b) exécuter les enquêtes annuelles sur un échantillon de circonscriptions administratives pour recueillir des renseignements sur le nombre total des enfants mis au monde par les femmes, la proportion de ces enfants encore en vie, le nombre des naissances et des décès intervenus dans toutes les familles pendant les 12 mois précédents;

c) commencer la création d'un système d'inscriptions d'état civil dans chaque circonscription-échantillon à l'époque du recensement général et faire une fois par mois au moins des visites dans chaque circonscription pour s'assurer que toutes les naissances et tous les décès sont enregistrés;

d) rapprocher les inscriptions individuelles des faits déclarés à l'occasion de l'enquête par sondage;

e) inclure les mouvements migratoires dans le système de contrôle.^{1/}

58. Du fait qu'il reconnaît la nécessité de vérifications par recoupement des renseignements recueillis à l'occasion des enquêtes sur le terrain, le plan présente l'avantage de permettre la comparaison des chiffres de fécondité totaux avec les déclarations d'événements courants et la comparaison des déclarations courantes avec les chiffres des inscriptions par le rapprochement des événements concernant les mêmes individus. Les techniques de base permettant de résoudre les difficultés actuelles dans les conditions propres à l'Afrique sont

^{1/} The collection of basic demographic data in under-developped territories, 28^e session de l'Institut international de statistique, Rome, 1953, Tome XXXIV.

toutes mentionnées dans le plan Martin, explicitement ou implicitement, à l'exception du recours à des échantillons superposés en tant que moyen de contrôler l'exactitude des chiffres obtenus. Un exemple de l'application des échantillons superposés est fourni par l'enquête de 1948 de la Rhodesie du Sud sur la population rurale africaine ^{1/}; cette méthode a été adoptée par la Commission de statistique des Nations Unies. ^{2/}

59. Les travaux des dernières années en matière de rassemblement des statistiques démographiques en Afrique ont consisté en substance, sinon dans les détails, en un perfectionnement de ces conceptions; il ne semble pas pour le moment qu'il y ait une solution radicalement différente de la proposition ci-dessus, c'est-à-dire le recours au sondage en mettant l'accent sur le perfectionnement des techniques et en particulier de celles qui servent à contrôler et évaluer les résultats. Les sections suivantes du présent rapport sont consacrées en majeure partie à ce dernier aspect du problème.

60. Enquêtes rétrospectives par sondage pour obtenir des évaluations de taux. Pour faciliter l'exposé, on étudiera d'abord la méthode d'enquête par sondage permettant par des questions rétrospectives d'obtenir des statistiques de faits d'état civil avant d'aborder la question des zones d'inscription par sondage.

61. L'enquête rétrospective par sondage est désormais acceptée comme le moyen le plus pratique de réduire le temps requis pour l'élaboration d'évaluations des taux en Afrique; des techniques d'enquête sur le terrain

-
- 1/ Shaul, J.R.H. et Myburgh, C.A.L. "Vital Statistics of the African Population of Southern Rhodesia", dans Population Studies, Vol.IV, No.4, mars 1951.
- 2/ Nations Unies: Manuel des méthodes de recensement de la population, Vol.I, Aspects généraux d'un recensement de la population, Études méthodologiques, Série F, No.5, Rev.1, page 167.

ont été examinées en détail par M. Robert Blanc ^{1/}, dont les suggestions complètent la présentation des techniques statistiques dans les ouvrages courants sur les sondages, y compris les questions de variance et celles qui se rapportent aux différentes formes d'évaluations. Dans de nombreux pays d'Afrique, on a déjà obtenu, à l'occasion d'enquêtes par sondage, des renseignements relatifs aux naissances et aux décès intervenus pendant une période de base fixe. On a parfois réalisé ces enquêtes à l'occasion d'un dénombrement complet, mais, parfois, les ressources disponibles n'ont pas permis ce dénombrement. A la suite de ces enquêtes par sondage, on est parvenu à combler certaines des lacunes des statistiques démographiques; pour un certain nombre de pays, des résultats complémentaires seront prochainement disponibles.^{2/}

62. Aux fins de la présente étude, ce qui importe c'est de souligner la possibilité d'erreurs dans les chiffres obtenus et d'insister sur la nécessité d'étudier quelques types d'erreurs ne provenant pas du sondage auxquels les enquêtes rétrospectives peuvent donner lieu. L'enquête rétrospective a une faiblesse intrinsèque qui provient du fait que les questions qui peuvent être posées lors d'un interrogatoire sur le terrain concernent des événements passés, si bien que ce genre d'enquête est exposé 1) à des omissions d'événements explicables par l'intervalle de temps entre eux et l'enquête et 2) à l'impossibilité de situer l'événement correctement dans le temps, spécialement par rapport à un autre événement fixe ou à un point chronologique de référence.

^{1/}Manuel de recherches démographiques en pays sous-développés, Paris, 1962

^{2/}Une liste de ces enquêtes par sondage est donnée dans: Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique: Méthodes et problèmes des recensements de population en Afrique, 1955-62, E/CN.14/CAS.3/3, pp.10-16

63. L'expérience de l'Inde ^{1/} a montré que le souvenir est de moins en moins complet à mesure que l'événement s'éloigne dans le temps, ce qui s'applique au nombre d'enfants mis au monde, au rapport de masculinité des naissances (distorsion en faveur de l'élément masculin), au taux brut de natalité, au taux brut de mortalité et au taux de mortalité infantile.

64. Les conclusions auxquelles l'étude indienne a permis d'aboutir se fondent sur les chiffres recueillis lors des 7^e, 9^e et 10^e opérations de l'enquête nationale par sondage (1953-56) caractérisée par une période de rappel de 12 mois, les événements étant répartis mois par mois sur cette période; en règle générale, on a échelonné les opérations le long de l'année, en sorte que l'on a pratiquement éliminé les variations saisonnières; pour toutes les opérations deux échantillons superposés ont permis d'aboutir à des appréciations critiques indépendantes l'une de l'autre de la qualité des chiffres recueillis. Pour analyser les effets des oublis, on a établi des évaluations d'agrégats pour chacun des mois successifs de la période de rappel de 12 mois; on a ensuite régularisé ces évaluations aux moyen de courbes mathématiques appropriées et on a considéré les évaluations obtenues à partir de ces courbes pour la période de rappel "0" comme étant les agrégats estimés d'événements déclarés au moment même où ils étaient intervenus, c'est-à-dire à une époque où il ne pouvait pas y avoir d'oublis. C'est la plausibilité des taux obtenus qui a servi de base à l'acceptation des évaluations. Les naissances déclarées pour le douzième mois précédant la date de l'enquête ont représenté 83% du nombre de celles qui avaient été déclarées pour la période de rappel "0", le chiffre correspondant

^{1/}Som,R.K.: On recall lapse in demographic studies in India. Communication présentée à la Conférence de l'Union internationale de la population, 1959 et Indian Statistical Institute: Preliminary estimates of birth and death rates and of the rate of growth of population. Gouvernement indien, 1961.

pour les décès était 62 %.^{1/}

65. Lors de la 14e et de la 15e opération de l'enquête indienne (1958-59 et 1959-60), on a recueilli en milieu rural des chiffres concernant les événements, répartis selon le mois où ils s'étaient produits, pour une période de reminiscence de 2ans, de manière que les 12 mois les plus récents de la 14e opération coïncidassent avec les 12 mois les moins récents de la 15e, ce qui a permis d'obtenir deux séries indépendantes de chiffres pour une même période du calendrier. Les évaluations du taux brut de natalité et du taux brut de mortalité ont été les suivantes:^{2/}

Même année du calendrier dans chaque cas	TBN	TBM
15e opération "avant dernière année"	28,2	10,0
14e opération "dernière année"	38,7	19,3

66. Ces résultats fournissent la preuve assez concluante de l'omission des faits d'état civil en fonction du temps, omission qui est de l'ordre de 27 % pour le taux de natalité et de 48 % pour le taux de mortalité.

67. Les chiffres afférents aux 12 mois les moins récents de la 14e et de la 15e opération n'ont pas été analysés en fonction du mois où les événements se sont produits mais, pour les deux années distinctes de la 14e opération, les déclarations de naissances et de décès correspondant aux 12 mois les moins récents ont représenté respectivement 82 et 53 % des taux afférents aux 12 mois les plus récents.

68. On a abouti à la conclusion suivante: les défaillances de mémoire se sont confirmées dans les résultats de l'étude mais on pourrait en réduire les effets en fixant, pour les enquêtes sur le terrain, une période de référence plus longue que celle qui est appelée à être utilisée pour le calcul des taux de naissances et de décès. La période précise

^{1/} Les premiers résultats de l'expérience effectuée au Pakistan indiquent que les déclarations fausses par défaut ont été encore plus nombreuses qu'en Inde. Voir Krotki, K.J.: First report of the population growth estimation experiment. Communication présentée à l'Institut international de statistique, 1963.

^{2/} Indian Statistical Institute: The use of the National Sample Survey in the estimation of current birth and death rates in India. Communication présentée à la Conférence de l'Union internationale de la population, 1961.

à retenir pour les analyses doit être déterminée après un examen des déclarations mois par mois.

69. Pour des raisons d'ordre général, il serait raisonnable de prévoir qu'une certaine confusion pourra se produire quand il est question de se remémorer la chronologie exacte des naissances et des décès, si bien que les événements pourraient se trouver déplacés soit en arrière soit en avant dans le temps. Ces déplacements pourraient se produire de manière aléatoire et pourraient se contrebalancer; autrement, un glissement net se traduirait par des erreurs de déclaration soit par défaut soit par excès quant aux événements intervenus pendant la période de référence ("distorsion marginale"). Dans l'enquête indienne on n'a pas estimé qu'un glissement net de cette sorte avait pu influencer sur les résultats et on a conclu qu'il y avait eu des erreurs de déclaration par défaut, imputables à l'influence de l'intervalle de temps séparant les événements de la date de l'enquête; toutefois, dans la mesure où l'on a pu régulariser les agrégats estimés par des courbes mathématiques et en admettant qu'il n'y a pas eu de défaillance de mémoire à la période de réminiscence "0", on a pu légitimement déduire les évaluations des taux des naissances et des décès des méthodes analytiques adoptées entre la 7^e et la 10^e opération inclusivement, compte non tenu de la "distorsion marginale".

70. La question de la "distorsion marginale" revêt une importance particulière, si l'on considère qu'on a avancé ^{1/} que pour une période fixe de référence cette distorsion joue systématiquement par excès. On attribue cette caractéristique à la tendance à considérer les événements passés, comme plus récents par rapport à un repère donné qu'ils ne le sont en réalité, en sorte que, par exemple, pendant une période de rappel de

^{1/} Théodore, G., et Blanc, R.: L'amélioration des statistiques des mouvements naturels de population en Afrique. Communication présentée à la Conférence de l'Union internationale de la population, 1961, pp.2-3.

12 mois, abstraction faite des mouvements saisonniers, on observera (comme en Inde) une diminution des événements déclarés pour chaque mois à mesure qu'on s'éloigne de la date de l'interrogatoire, avec pourtant une remontée pour le dernier ou les deux derniers mois de la période de rappel de 12 mois. On pense que l'inclusion d'événements qui n'appartiennent pas en fait à la période de rappel de 12 mois intéresse assez de cas pour contrebalancer toutes les omissions imputables à l'intervalle de temps séparant l'événement et l'interrogatoire, ce qui, au total, se traduit par des déclarations erronées par excès aussi bien pour les naissances que pour les décès.

71. Quelle que soit la manière d'exposer la proposition, le point crucial semble être que la période de référence est délimitée par 2 points chronologiques fixes définissant une période de 12 mois, par exemple, et que la mémoire du recensé se concentre sur le plus reculé de ces points dans le temps, dans des conditions telles qu'il se produit un glissement net des événements vers l'avant. Si l'on fixait la période de référence à 24 ou 36 mois au lieu de 12, les événements auraient encore tendance à se "télescoper" à la limite la plus lointaine de la période de réminiscence.

72. Jusqu'ici on n'a pas publié d'études sur les chiffres de naissances et de décès des enquêtes africaines selon le mois de survenance déclaré; il est donc impossible de savoir si l'expérience indienne s'applique à l'Afrique et, le cas échéant, dans quelle mesure. Cependant, la preuve des erreurs de déclarations par excès est fournie par deux expériences faites en Afrique occidentale d'expression française à l'occasion desquelles on a pu comparer les taux calculés sur la base des déclarations lors d'interrogatoires directs aux résultats obtenus par un système d'observation continue (ou répétée) des ménages. La première de ces expériences a eu lieu en Guinée d'août 1955 à juillet 1956 dans trois cantons dont la population totale était de 33.000 hb; 3 enquêteurs ont fait une série de visites dans les villages (10, 12 et 10 tournées respectivement) afin de recueillir les déclarations sur les faits d'état civil. On compare ci-après les résultats ainsi

obtenus avec les résultats de l'enquête par sondage effectuée dans les zones rurales de la Guinée en 1955 ^{1/}.

Taux	Enquête rurale par sondage	Trois cantons Observation continue
Taux brut de natalité	63	50
Taux brut de mortalité	41	27
Mortalité infantile	220	153

73. . La deuxième expérience est celle qui a eu lieu en 1955-56 à Bongouanou en Côte-d'Ivoire. A l'occasion d'une enquête rétrospective portant sur un échantillon de 10.000 hb. vivant dans 9 villages, on a interrogé sur les naissances et décès intervenus en 1953, 1954 et 1955. En outre, des enquêteurs à demeure ont enregistré les événements pendant une période de 12 mois (en 1955). Les résultats suivants ont été recueillis (taux brut de natalité seulement) ^{2/}.

<u>Enquête rétrospective</u>		<u>Observation continue</u>
<u>1953</u>	<u>1954</u>	<u>1955</u>
54,3	55,0	49

74. Encore que l'enquête de la Guinée accuse un excédent sensible des évaluations de l'enquête par sondage sur celles qui ont été établies à la suite des observations répétées dans les 3 cantons, encore que, d'autre part, les taux inférieurs semblent plus plausibles, le caractère des déclarations fausses par excès, s'il y en a eu, n'est guère mis en évidence

^{1/} Théodore et Blanc: Op.cit., p.3, et Lorimer, Frank: Demographic information on Tropical Africa, 1961, p. 38. Le compte rendu publié à la suite de l'expérience relative aux statistiques d'état civil faites en Guinée n'existe pas à la bibliothèque de la Commission économique pour l'Afrique.

^{2/} Territoire de la Côte-d'Ivoire, Service de la statistique et de la mécanographie: Enquête nutrition - niveau de vie. Subdivision de Bongouanou, 1955-56, pp. 36-44 et 187.

d'après les renseignements disponibles. Par ailleurs, l'exactitude des évaluations des taux reste sujette à caution pour ces enquêtes comme pour d'autres enquêtes du même genre.

75. Que les enquêtes rétrospectives en Afrique donnent lieu à des déclarations fausses par excès ou par défaut, les causes de distorsion pourraient être précisées par l'examen du taux de masculinité des naissances et la répartition des décès par âge et par sexe pour chaque mois de la période de référence. Il est nécessaire aussi d'examiner si la distorsion des recensés est spontanée ou provoquée fortuitement par la forme des questions posées par les enquêteurs. Des distorsions peuvent aussi être introduites par les enquêteurs plutôt que par les recensés, par exemple quand il y a évaluation de l'âge des jeunes enfants et déduction de la date de naissance d'après ces évaluations. La sous-estimation de l'âge aboutirait à une surestimation du nombre des enfants nés au cours des 12 derniers mois; de même une surestimation de l'âge produirait l'effet inverse.

76. Contrôle d'exactitude. De toute manière, il est indispensable de contrôler les naissances vivantes et les décès d'enfants en bas âge déclarés pour la période de référence par le nombre des enfants de moins d'un an dénombrés lors de l'enquête (et aussi par le nombre des enfants d'âge compris entre 1 et 2 ans si la période de rappel est de 2 ans). Il ne s'agit là que d'un test de concordance: la concordance entre les deux séries de chiffres peut indiquer le soin avec lequel les enquêteurs ont contrôlé l'âge des enfants en bas âge survivants par les naissances déclarées pour la période de référence, plutôt que la précision de l'une ou l'autre des séries de statistiques. Toutefois, comme la comparaison fait intervenir aussi la mortalité, il est probable qu'une évaluation minutieuse fournirait certaines indications sur les erreurs.

77. Il convient de procéder à des vérifications supplémentaires des chiffres relatifs à fécondité par âge à partir de l'étude de la concordance avec les déclarations relatives au nombre total des enfants mis au monde par les femmes d'âges donnés. Ce genre de comparaison présente un avantage en ce sens que les déclarations faites par les femmes quant au nombre total d'enfants nés vivants qu'elles ont mis au monde ne sont pas exposées à une "distorsion

marginale", étant donné qu'il n'y a pas de limite arbitraire à la période de rappel. Il est possible qu'il y ait des omissions d'enfants (ce que l'enquête indienne confirme) dont le nombre croît en fonction de la longueur de la période totale de rappel. Les omissions peuvent aussi se rapporter au nombre total d'enfants mis au monde par telle femme déterminée^{1/}. Quoi qu'il en soit, ces deux sources d'erreur se manifestent dans une moindre mesure dans les déclarations des femmes jeunes et on peut au moins apprécier l'ordre de grandeur de tout écart entre les deux séries de données en recourant aux renseignements fournis par les femmes jeunes ^{2/}.

78. Ces méthodes ne sont pas les seules qui permettent de contrôler les statistiques de faits d'état civil rassemblés par les enquêtes par sondage; il y a lieu, par exemple, de mentionner l'intérêt de vérifications faites d'après les déclarations indépendantes de naissances ou de décès, même si elles ne sont que partielles, et les enquêtes sur le terrain distinctes conçues spécialement pour permettre l'appréciation des résultats des enquêtes principales. Les méthodes appropriées d'appréciation des statistiques démographiques en général ont été résumées dans deux documents présentés au Cycle d'étude du Caire sur les problèmes de population en Afrique ^{3/}; il suffira donc ici d'insister sur la nécessité de comprendre parfaitement l'objet et les limitations des diverses formes de contrôle avant de tirer des conclusions de leur application.

- ^{1/} Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Comment collecter les statistiques démographiques en Afrique. Document présenté au Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, Le Caire, 1962. E/CN.14/ASPP/L.8, p.19.
- ^{2/} Lorimer, Frank: Analyse des données démographiques sur l'Afrique au service de la planification économique et sociale. Document présenté au Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, Le Caire, 1962. E/CN.14/ASPP/L.6
- ^{3/} Enquête de contrôle sur l'exactitude des dénombrements et des statistiques démographiques, E/CN.14/ASPP/L.10, et Méthodes d'évaluation analytique de la qualité des statistiques démographiques, E/CN.14/ASPP/L.11

79. Aires d'inscriptions par sondage. Si la création d'un système d'inscription complet des faits d'état civil n'est pas encore possible en Afrique, le choix d'aires d'inscriptions par sondage paraît offrir des perspectives raisonnables d'économies et la création d'un régime susceptible d'être étendu progressivement à l'ensemble du territoire au fur et à mesure de l'augmentation des ressources. Les caractéristiques essentielles de ce système sont les suivantes:

- a) les aires sondées doivent être de petites circonscriptions administratives pouvant servir d'aires d'inscriptions;
- b) elles doivent être choisies au hasard et en nombre suffisant pour que la taille totale de l'échantillon soit assez grande pour que les évaluations de taux aient un degré acceptable d'exactitude.

On devra mettre en oeuvre des mesures spéciales de publicité pour encourager les déclarations afin de constituer, tout au moins dans les aires de sondage, les preuves de l'état civil des individus en même temps que l'on créera une source continue de statistiques des faits de l'état civil.

80. Taille absolue de l'échantillon. Il n'est nullement question ici de proposer une taille particulière quelconque pour l'échantillon, elle risquerait d'être considérée comme utilisable à des fins diverses alors qu'elle ne serait suffisante, par exemple, que pour l'évaluation des taux bruts de naissances et de décès.

81. Quoiqu'il en soit, il peut être utile de répéter que c'est la taille absolue de l'échantillon qui importe et non la fraction sondée; de ce fait, si une taille d'échantillon donnée suffit pour l'évaluation des taux pour une étendue donnée d'un pays, le même échantillon, toutes choses égales d'ailleurs, fournira la possibilité d'établir des évaluations pour l'ensemble du pays. Il y a là un argument puissant en faveur d'un fractionnement des ressources modestes, de préférence à leur concentration sur une aire géographique et administrative restreinte.

82. Zones pilotes tirées intentionnellement. Ce n'est que tout récemment que le système proposé a attiré l'attention en tant que méthode d'approche applicable pratiquement; parmi ses partisans, il en est qui préconisent le tirage intentionnel de préférence au tirage au hasard. C'est ainsi que le Dr. Yves Biraud, ancien membre du Secrétariat de l'Organisation mondiale de la santé, propose de choisir une ou plusieurs aires d'inscriptions pilotes considérées comme "représentatives" d'une région géographique ou d'un groupe ethnique et portant une population suffisamment nombreuse pour permettre des évaluations des statistiques d'état civil sans qu'elles soient un échantillon aléatoire qui serait représentatif au sens statistique. Les zones pilotes auraient une fonction en partie expérimentale, mais elles seraient considérées aussi comme un moyen d'obtenir des évaluations des taux dans différentes régions; sur la base de ces évaluations, on pourrait apprécier le dernier état de la situation dans les aires pilotes ^{1/}.

83. Circonscriptions administratives tirées intentionnellement. Ce tirage intentionnel peut aussi se faire par la mise sur pied d'un système d'inscriptions d'abord dans les circonscriptions les plus évoluées administrativement où les chances de succès sont plus grandes dans l'avenir prévisible; ou encore dans les circonscriptions où le développement économique et social présente des caractères particuliers. Les unités tirées pourront être des provinces ou des districts entiers, mais dans l'un ou l'autre cas, ces unités sont trop vastes pour être ultérieurement intégrées dans un système qui serait fondé sur l'extension progressive des moyens d'inscription de l'état civil; en outre, de par leur caractère elles risqueraient de laisser à l'écart les régions du pays les plus écartées et les moins développées.

^{1/} Une méthode d'obtention en pays sous-développés de statistiques démographiques et d'information élémentaire sur les causes de décès, OMS, Bangui, 1962.p 8-9

84. On peut avancer de puissants arguments, au nom de la commodité, en faveur de l'adoption d'un régime d'inscriptions d'état civil par province ou par district mais, même dans le cas où les conditions locales recommandent cette procédure, il y aura lieu de considérer qu'il en résultera une économie moindre que par le tirage d'échantillons aléatoires.

85. Zones urbaines. Le choix exclusif de zones urbaines, en laissant de côté les zones rurales, pour les inscriptions d'état civil présente le même caractère général que le tirage intentionnel de n'importe quelle autre aire administrative mais les zones urbaines posent des problèmes particuliers.

86. Un système d'inscription des événements d'état civil existe souvent déjà dans la capitale ou les principales villes; la population des villes est probablement au-dessus de la moyenne du pays pour le degré d'instruction; on y trouve plus facilement un personnel qualifié; la concentration de la population supprime les problèmes qui naissent de l'éloignement des bureaux d'état civil.

87. Toutefois, la concentration des ressources qui serait nécessaire pour mettre sur pied un système d'inscriptions efficace dans des villes qui n'en ont pas encore ne peut guère se justifier sur le plan logique. Dans l'ensemble de l'Afrique, les populations urbaines (définies comme vivant dans les agglomérations de 20.000 hb. et plus) ne représentent pas plus de 10 pour 100 de la population totale. On ne saurait considérer les zones urbaines comme ayant (au sens strictement statistique) une importance comparable à celle des zones rurales. C'est la population rurale qui à vues humaines, continue à déterminer la structure et la croissance des populations africaines. Il est possible que les transformations sociales et culturelles dont les zones urbaines sont le théâtre présentent un plus grand intérêt du point de vue du progrès social futur de l'Afrique mais les particularités démographiques de la vie urbaine ne sont pas représentatives d'un ensemble couvrant la population rurale.

88. De même, la population mouvante des zones urbaines est plus sujette à des transformations rapides que celle du milieu rural; même dans les cas où les événements d'état civil sont enregistrés dans des conditions relativement complètes, les incertitudes sur la population de base peuvent compromettre la validité des taux obtenus. Les migrations, provisoires ou permanentes sont le principal des facteurs perturbateurs; un système d'inscriptions d'état civil ne suffirait pas à fournir les renseignements nécessaires à l'évaluation des transformations numériques et de structure que la population urbaine est appelée à subir à l'avenir.

89. Stratification villes-campagnes. Heureusement, il n'est pas nécessaire de renoncer à s'intéresser particulièrement aux zones urbaines dans la recherche d'un mode d'utilisation rationnelle des ressources. Un échantillon probaliste des circonscriptions administratives stratifiées selon une division ville/campagne fournirait des évaluations à la fois pour les zones rurales et pour les zones urbaines.

90. Pour que l'échantillon permette d'obtenir pour les zones urbaines et pour les zones rurales des évaluations distinctes du degré voulu d'exactitude, il faudrait que sa taille soit accrue mais, même dans ce cas, on n'excéderait pas les ressources de la plupart des pays africains; de toute manière, il ne s'agirait que d'une fraction du fardeau qu'implique la couverture à 100 pour 100 d'une grande ville.

91. Un problème subsiste, celui de l'évaluation de la population totale des circonscriptions administratives qui constituent la fraction urbaine sondée mais, du moins, on réaliserait aussi des économies dans la détermination du numérateur des taux. Comme on le verra, il conviendrait en pratique de procéder à des enquêtes par sondage pendant quelque temps après l'installation des aires d'inscriptions par sondage, enquêtes qui pourraient fournir le dénombrement effectif de la population habitant dans les aires sondées, ce qui fournirait le dénominateur requis pour le calcul des taux.

88. De même, la population mouvante des zones urbaines est plus sujette à des transformations rapides que celle du milieu rural; même dans les cas où les événements d'état civil sont enregistrés dans des conditions relativement complètes, les incertitudes sur la population de base peuvent compromettre la validité des taux obtenus. Les migrations, provisoires ou permanentes sont le principal des facteurs perturbateurs; un système d'inscriptions d'état civil ne suffirait pas à fournir les renseignements nécessaires à l'évaluation des transformations numériques et de structure que la population urbaine est appelée à subir à l'avenir.

89. Stratification villes-campagnes. Heureusement, il n'est pas nécessaire de renoncer à s'intéresser particulièrement aux zones urbaines dans la recherche d'un mode d'utilisation rationnelle des ressources. Un échantillon probaliste des circonscriptions administratives stratifiées selon une division ville/campagne fournirait des évaluations à la fois pour les zones rurales et pour les zones urbaines.

90. Pour que l'échantillon permette d'obtenir pour les zones urbaines et pour les zones rurales des évaluations distinctes du degré voulu d'exactitude, il faudrait que sa taille soit accrue mais, même dans ce cas, on n'excéderait pas les ressources de la plupart des pays africains; de toute manière, il ne s'agirait que d'une fraction du fardeau qu'implique la couverture à 100 pour 100 d'une grande ville.

91. Un problème subsiste, celui de l'évaluation de la population totale des circonscriptions administratives qui constituent la fraction urbaine sondée mais, du moins, on réaliserait aussi des économies dans la détermination du numérateur des taux. Comme on le verra, il conviendrait en pratique de procéder à des enquêtes par sondage pendant quelque temps après l'installation des aires d'inscriptions par sondage, enquêtes qui pourraient fournir le dénombrement effectif de la population habitant dans les aires sondées, ce qui fournirait le dénominateur requis pour le calcul des taux.

92. Aires pilotes. Le choix d'une ou plusieurs aires pilotes doit être considéré comme un préliminaire indispensable à la mise sur pied du régime d'inscriptions d'état civil dans les aires sondées mais, étant considérées comme des moyens d'aider à l'expérimentation et à la mise au point des méthodes plutôt que comme des moyens d'évaluation des taux, ces aires pilotes pourraient englober une ou plusieurs circonscriptions administratives dont la population serait sensiblement plus faible que celle qui est requise pour l'échantillon, tout en étant assez importante pour donner une idée de l'ordre de grandeur des taux.

93. On pourrait choisir intentionnellement l'aire ou les aires pilotes mais il y aurait quelque avantage à tirer d'abord l'échantillon et à choisir ensuite les aires pilotes dans cet échantillon. De cette manière, les aires pilotes auraient une fonction supplémentaire, qui serait de fournir des évaluations de la variance, lesquelles contribueraient à accroître l'efficacité du plan de sondage.

94. Relations entre les enquêtes par sondage et les aires d'inscriptions par sondage. Même si les aires d'inscriptions par sondage sont choisies, il faudra certainement du temps pour aboutir à des déclarations complètes. Il restera nécessaire de procéder à des enquêtes occasionnelles pour obtenir des évaluations des taux des naissances et des décès et il serait extrêmement souhaitable que, dans les aires d'inscriptions par sondage, on se livre à des enquêtes au commencement du programme d'inscription puis à des intervalles appropriés (six mois ou un an) afin non seulement d'estimer les taux mais aussi de se rendre compte, le cas échéant, de l'amélioration de l'efficacité du système d'inscriptions proprement dit.

95. La première enquête par sondage devra comprendre le dénombrement de la population de chaque aire sondée, par sexe et par âge, de même que des questions rétrospectives sur les naissances et les décès. En suivant de très près chaque individu recensé lors de la première enquête à l'occasion de chacune des opérations successives on augmenterait l'exactitude des déclarations de naissances et de décès plus que par des interrogatoires rigoureusement rétrospectifs.

96. On devra enregistrer séparément toutes les naissances et tous les décès déclarés, de même que les détails concernant le nom, le sexe, l'âge, le nom des parents, la date et le lieu de l'événement, le lieu habituel de résidence, la date et le lieu de l'inscription. Les informations sur l'inscription faciliterait la comparaison entre les inscriptions et les déclarations lors de l'enquête; bien qu'elle soit difficile, cette méthode est la plus objective des méthodes de vérification de l'exactitude des données inscrites et des données fournies par les enquêtes ^{1/}.

97. Continuité des informations sur les taux des naissances et des décès. Tant que les renseignements d'état civil resteront incomplets, le problème se posera de la continuité des renseignements fournis sur les taux. Il serait onéreux, pour répondre à cette nécessité, de procéder à des enquêtes par sondage annuelles pendant une période assez longue. Au cours des 2 ou 3 premières années de l'opération, ces enquêtes seraient nécessaires, mais à lalongue il pourrait être suffisant de se contenter d'enquêtes par sondage à 10 ans d'intervalle du type recensement ou exécutées après un dénombrement complet en prévoyant, entretemps, une enquête limitée aux données requises pour l'évaluation des taux.

98. L'existence d'un organisme permanent d'enquête faciliterait considérablement l'exécution d'un programme de ce genre; les enquêtes démographiques pourraient s'inscrire dans le cadre d'une enquête nationale à fins multiples et l'on pourrait planifier les diverses opérations de telle manière que l'on obtienne des statistiques démographiques à intervalles appropriés.

1/ Voir, par exemple, Coale, Ansley J.: The design of an experimental procedure for obtaining accurate vital statistics. Communication présentée à la Conférence de l'Union internationale de la population, 1961.

99. Observation directe et observation continue. Les différences entre les deux méthodes ont été exposées brièvement dans un rapport du Cycle d'étude du Caire sur les problèmes de population en Afrique^{1/}; il ne fait guère de doute que les renseignements recueillis sur les faits d'état civil qui se produisent dans les ménages d'une fraction aréolaire seraient déclarés d'une manière plus complète et plus exacte si les ménages faisaient l'objet d'observations répétées ou "permanentes".

100. La première méthode est généralement préconisée en tant qu'opération à court terme coïncidant avec une enquête occasionnelle par sondage, sa raison d'être étant de permettre la comparaison des résultats fournis par les questions rétrospectives sur les naissances et les décès avec l'inscription des événements rassemblés par l'enquêteur à l'occasion de ses visites aux ménages. La deuxième méthode a été préconisée en tant que moyen d'obtenir la déclaration continue des événements d'état civil à un enquêteur "itinérant" permanent qui pourrait, plus ou moins, enregistrer ces événements au fur et à mesure qu'ils se produisent^{2/}; cependant les enregistrements ainsi obtenus ne constitueraient pas une documentation légale sur l'état civil; le système doublerait un système officiel d'inscriptions ou finirait par être remplacé par un tel système.

101. Dans ce contexte, comme dans celui du choix des aires de sondage pour l'inscription des événements d'état civil, on a émis des doutes sur les tirages d'échantillons^{3/} mais, malgré le coût probablement élevé de l'entreprise, si l'on veut que le système fonctionne, il serait très certainement préférable de l'appliquer à un échantillon aréolaire probabiliste, à partir duquel il serait possible de déduire des évaluations valables des taux de naissances et de décès.

^{1/} Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique: Rapport du cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, Le Caire, 1962, E/CN.14/186- E/CN.9/CONF.3/1, pp. 45-46

^{2/} Théodore et Blanc: Op.cit., et Blanc: Manuel de recherche démographique 1962, pp. 213 et suivantes.

^{3/} Voir, par exemple, Union internationale pour l'étude scientifique de la population: "Observation permanente des faits démographiques" dans Problèmes de démographie en Afrique. Colloque de Paris, 1959.

IV. EXPERIENCES RECENTES DE RASSEMBLEMENT ET D'INSCRIPTIONS DES FAITS D'ETAT CIVIL

102. Enquêtes rétrospectives sur les faits d'état civil. On a signalé dans un autre document ^{1/} qu'à l'occasion des recensements et grandes enquêtes par sondage récents africains, la nécessité urgente de statistiques des mouvements de population a amené à étendre par les questions posées aux renseignements sur les mouvements de population en plus de ceux relatifs à l'importance numérique et à la structure de la population. Ce document comprend un exposé de l'organisation des enquêtes sur le terrain, et une analyse des diverses catégories de renseignements recueillis lors des interrogatoires sur place. En raison de l'absence de renseignements sur certains pays, il n'a pas été possible d'analyser toutes les opérations exécutées, mais celles qui ont fait l'objet d'une étude illustrent suffisamment les diverses méthodes utilisées.

103. Le Tableau 1 du présent rapport a donné des évaluations relatives aux principaux taux de l'état civil obtenues à la suite de ces enquêtes au Cameroun, en République centrafricaine, au Congo (Brazzaville), au Congo (Léopoldville), au Dahomey, au Gabon, en Guinée, en Côte-d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Soudan, au Tanganyika, au Togo, en Ouganda, en Haute-Volta, à Zanzibar et Pemba, de même que les résultats de quelques enquêtes antérieures, de celles, en particulier, qui ont eu lieu en Rhodésie du Nord et en Rhodésie du Sud. Les résultats pour d'autres pays sont en cours de préparation.

104. Les chiffres qui seront disponibles ultérieurement fourniront des évaluations nationales concernant les taux bruts de natalité et de mortalité pour la plupart des pays d'Afrique; pour certains d'entre eux, le taux de mortalité infantile s'y ajoutera. D'autres données, dont le degré

^{1/} Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique: Méthodes et problèmes des recensements de population en Afrique, 1955-62.
E/CN.14/CAS.3/3

d'exactitude variera selon la taille des échantillons, permettront d'appliquer les méthodes analytiques d'évaluation des taux de mortalité et de natalité à partir de la fécondité des femmes d'âges donnés et de la proportion des enfants survivants parmi les enfants nés vivants mis au monde par ces femmes ^{1/}.

105. Il y a eu un certain nombre d'enquêtes de moindre envergure (certaines spécifiquement démographiques, d'autres destinées à répondre à un certain nombre de fonctions) qui ont également fourni des renseignements rétrospectifs sur les taux de naissances et de décès. Il serait impossible de récapituler toutes ces enquêtes même si les rapports correspondants étaient publiés ^{2/}, mais il est intéressant de signaler l'extrême variété des intérêts que représentaient ceux qui ont procédé à ces enquêtes: gouvernements, missions spéciales patronnées par des gouvernements, services de santé, universités et autres organismes de recherche, anthropologues indépendants, sociologues, géographes et chercheurs médicaux.

106. On passera brièvement en revue six enquêtes dont les rapports sont disponibles et qui illustrent les fins, les méthodes et les résultats: deux de ces enquêtes ont été exécutées en Guinée, une dans la subdivision de Bongouanou en Côte-d'Ivoire, une dans la vallée du Niger au Mali, une dans la basse vallée du Sénégal qui a porté sur une partie de la Mauritanie et une partie du Sénégal, la dernière enfin au Kouilou (Pointe-Noire) au Congo (Brazzaville).

^{1/} Lorimer, Frank: L'analyse des données démographiques sur l'Afrique au service de la planification économique et sociale. Document présenté au Cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, le Caire, 1962. E/CN.14/PP/L.6

^{2/} Voir dans Lorimer Frank: Demographic Information on Tropical Africa, passim, la liste des enquêtes effectuées en Afrique au sud du Sahara.

107. Chacune de ces enquêtes a été entreprise pour des motifs particuliers: l'enquête du Konkouré en Guinée portait sur une population de 28.000 âmes habitant la zone appelée à être inondée par le barrage à construire et la zone où on se proposait de transférer les habitants de la partie qui devait être submergée; il s'agissait d'une enquête à fins multiples confiée à une mission spéciale d'inventaire, alors que l'enquête portant sur les 3 cantons de la Guinée à la suite de l'enquête rurale générale de 1955 était de caractère démographique et devait servir au contrôle des renseignements fournis par les enquêtes plus importantes.

108. Au Kouilou, il s'agissait d'étudier le taux de mortalité infantile qui avait fait l'objet de déclarations erronées par défaut lors du recensement de Pointe-Noire en 1958. Cette étude entreprise sous les auspices de l'Organisation de la Région industrielle du Kouilou, portait sur un échantillon de 4500 ménages. Les résultats obtenus ont été considérés comme non satisfaisants, malgré un contrôle minutieux. On en tira la conclusion qu'une enquête sociologique plus serrée eût été plus efficace, son exécution procédant plus lentement pour permettre de vaincre la répugnance des recensés à déclarer les décès de jeunes enfants.

109. Les enquêtes dans les vallées du Niger et du Sénégal ont fait ressortir l'importance de ces deux zones dans la vie économique et sociale des populations dont l'existence est étroitement tributaire de ces fleuves. L'enquête dans la vallée du Sénégal intéressait 20.000 hb. des zones rurales à peu près et 20 pour 100 de la population urbaine de la région. Pour l'enquête concernant le Niger, l'échantillon englobait 8000 ruraux et 5000 citadins. Ces deux enquêtes avaient été confiées à des missions socio-économiques sous la direction du service de statistique du Ministère de la France d'Outre-Mer; les deux enquêtes embrassaient un domaine considérablement plus étendu que celui de l'enquête démographique qui nous intéresse ici.

110. A Bongouanou, l'échantillon englobait 10,000 personnes habitant une région où l'immigration est considérable, disposant de revenus numéraire provenant du café et du cacao et où les agglomérations sont très dispersées en raison de l'étendue des plantations. On a accordé beaucoup d'intérêt à cette enquête en tant que démonstration de l'importance d'études coordonnées portant sur la nutrition et le niveau de vie. Le projet a été exécuté sous les auspices de l'organisme de recherche sur l'alimentation et la nutrition en Afrique, le Conseil supérieur des recherches sociologiques outre-mer, l'Office de la recherche scientifique et technique Outre-Mer et le Gouvernement de la Côte-d'Ivoire.

111. Les évaluations des taux bruts de natalité et de mortalité et des taux de mortalité infantile sont données au Tableau 5.

TABLEAU 5

Evaluations des taux fournis par des enquêtes restreintes en
Afrique occidentale et équatoriale d'expression française

<u>Région</u>	<u>Années</u>	<u>TBN</u>	<u>TBM</u>	<u>TMI</u>	<u>Observations</u>
Guinée		63	41	220	Interrogatoires
3 cantons	1955/56	50	27	153	Observation
Konkouré	1957	40	21	114	
Côte d'Ivoire					
Bongouanou	1955/56	50-55	25	157	
Mali					
Vallée du Niger	1957	53	41	293	
Sénégal/Mauritanie					
Basse Vallée	1957	48	24	190	Sédentaires
		34	23	200	Maures
Congo (Brazzaville)					
Kouilou (Pointe-Noire)	1959	-	-	106	

Expérience d'inscriptions d'état civil

112. Malgré l'intérêt qui se manifeste en Afrique pour le lancement d'expérience de tenue de registres d'état civil, la plupart des pays se sont trouvés jusqu'ici absorbés par leurs recensements de population et, même dans le cas de ceux qui ont terminé ces recensements, les ressources sont consacrées à des recensements agricoles ou à d'autres activités. Le Ghana, la Rhodésie du Sud et plusieurs territoires ex-français^{1/} voudraient bien s'engager dans l'exécution de projets à pied d'oeuvre, mais il semble que ce ne soit qu'au Sénégal et au Kenya qu'on ait passé à l'exécution. Au Sénégal comme au Kenya, les expériences ont pour objet non seulement de rendre les inscriptions obligatoires mais aussi d'obtenir des évaluations des taux de naissances et de décès. On a recours à l'observation directe au Kenya et à l'observation permanente au Sénégal pour améliorer l'exactitude des évaluations.

113. Sénégal. L'expérience du Sénégal a commencé en 1962 à la suite de la promulgation, en 1961, d'une loi portant déclaration obligatoire et générale des naissances, décès et mariages, et portant augmentation dans une mesure considérable du nombre des bureaux d'état civil. Les dépenses qu'auraient impliquées des efforts intensifs pour rendre plus complètes les inscriptions dans tout le pays eussent été prohibitives; la décision a donc été prise de procéder à une expérience dans les zones rurales, qui permettrait ensuite de mettre au point les méthodes à appliquer ultérieurement dans d'autres zones.

114. On a choisi pour cette expérience la région de Sine Saloun pour sa forte densité de peuplement, de son accessibilité et son homogénéité géographique. On avait envisagé de choisir un échantillon probabiliste de circonscriptions administratives appartenant à la région mais on n'a pas retenu cette solution, car il était difficile de trouver des unités de sondage appropriées qui n'eussent pas entraîné une augmentation considérable des frais. On a fini par choisir intentionnellement deux arrondissements,

^{1/} En RAU, un projet à l'étude doit permettre d'apprécier la mesure dans laquelle la couverture du système d'inscriptions aux registres d'état civil est complète.

le premier peuplé de 33.000 habitants, le deuxième de 17.000.

115. Un recensement initial a été achevé dans l'arrondissement le plus grand en décembre 1962, et dans l'autre en janvier 1963. La procédure des inscriptions devait continuer dans les bureaux officiels d'état civil et 12 mois après le recensement préliminaire, on devait faire un recensement de contrôle pour permettre de comparer les données des deux recensements aux faits d'état civil intervenus dans l'intervalle.

116. Toutefois, l'entreprise principale qui devait permettre d'obtenir des déclarations exactes des faits d'état civil a été préparée en fonction:

- a) des activités du chef de village qui était tenu de déclarer chaque mois au bureau de l'état civil les faits intervenus dans son village le mois précédent, qu'il aurait notés aussi rapidement que possible après la date de l'événement;
- b) des activités des contrôleurs des zones pilotes, qui devaient établir des bulletins pour chaque naissance, décès ou mariage déclaré au bureau de l'état civil et déclarés par le chef de village. Il est essentiel pour la bonne exécution du plan que le contrôleur visite chaque groupe de maisons tous les deux mois afin de vérifier tous les événements, les détails des événements déclarés et de contrôler les événements omis par le chef de village. Enfin, le contrôleur devait établir une récapitulation des événements pour chaque village, pour ensuite mettre à jour les bulletins familiaux utilisés lors du recensement préliminaire.

117. Bien que les zones pilotes aient été choisies pour une population assez importante pour que les évaluations des taux des naissances et décès soient raisonnablement sûres, seuls existent jusqu'ici quelques résultats provisoires permettant de juger de la réussite de l'expérience. Ces résultats provisoires sont d'ailleurs encourageants: alors que l'on croyait que l'inscription des naissances et des décès était incomplète à plus de 80 % et à plus de 90 % respectivement, les premiers chiffres recueillis dans les zones pilotes n'étaient inférieurs à la réalité que de 15 % et 30 % (très approximativement) pour le taux de natalité et le taux de mortalité respectivement. Etant donné que les registres des chefs de village mentionnaient 43 % et 62 % respectivement des naissances et des décès

enregistrés par le contrôleur pour les trois premiers mois de l'opération, les perspectives ouvertes à cette méthode semblent bonnes de prime abord.

118. Comme on pouvait le craindre eu égard aux ressources financières limitées des pays africains, l'avenir du projet est compromis par le manque de crédits. Le coût de l'opération, estimé à 48.000 dollars des Etats-Unis pour la période allant jusqu'au début de 1964, doit être pris en charge par le Fonds d'aide et de coopération avec le concours additionnel d'un conseiller des Nations Unies affecté au projet, mais le financement de la prochaine phase n'est pas encore réglé. Quoi qu'il en soit, le programme, en principe, a pour objet de réaliser la continuité par extension des règles progressives aux autres zones d'inscriptions mises au point dans les zones pilotes.

119. On se propose de continuer à appliquer la méthode consistant à demander au chef de village ou à son agent de tenir un registre des faits d'état civil du village; à cette fin, il est nécessaire de choisir avec soin des personnes qualifiées dans des parties du territoire qui ne soient pas les zones pilotes. On a prévu des enquêtes continues pour l'évaluation des taux de natalité et de mortalité et, à l'occasion de cette deuxième phase, on espère choisir dans les campagnes un échantillon probabiliste sur une base de grappes de villages (seccos) qui constituent, pour la plupart, les circonscriptions administratives qui sont en même temps des zones d'inscriptions aux registres d'état civil.

120. En milieu urbain, le problème est quelque peu différent. C'est ainsi que l'on pense qu'à Dakar les inscriptions à l'état civil sont suffisamment complètes quant à leur couverture, les transformations rapides de la population de base dues aux migrations interdisant cependant le calcul de taux sûrs. Le problème principal est donc d'imaginer des moyens promettant:

- a) de déterminer la population totale; et
- b) de faire la distinction entre les faits concernant les personnes de passage (dans les hôpitaux, par exemple) et ceux qui intéressent les résidents habituels.

121. Kenya. Au Kenya, l'administration désirerait vivement mettre sur pied un système efficace d'inscriptions, mais la planification en est compliquée par le fait que la structure administrative n'est pas uniforme dans tout le pays, qu'il n'y a pas uniformité non plus entre les dispositions régissant l'état civil dans les diverses parties du pays. En outre, l'administration générale subit actuellement des transformations. Comme au Sénégal, les crédits disponibles sont extrêmement réduits.

122. Les textes législatifs concernant l'inscription des naissances et des décès chez les Africains ne portent obligation que pour les décès intervenant dans les villes. La législation de base de 1928 habilite le gouverneur à étendre les dispositions rendant les déclarations obligatoires. Depuis 1950, les Conseils de districts africains sont habilités à rendre les inscriptions obligatoires par arrêtés; un certain nombre de districts ont effectivement pris des arrêtés en ce sens. Partout, cependant, la couverture des inscriptions reste loin d'être complète.

123. Pour surmonter les problèmes qui surgiront lorsque les inscriptions seront étendues à l'ensemble du pays, on a choisi quatre districts bien déterminés. La gamme de degrés de développement administratif et de moyens existants dans les quatre districts est considérée comme "représentative" des conditions qui règnent au Kenya. On utilise des bulletins normalisés dans chaque district mais les procédures diffèrent par exemple, dans deux districts, c'est le personnel médical qui est chargé de l'opération mais dans l'un d'eux, les officiers d'état civil sont les directeurs des écoles; dans un troisième district, c'est le Conseil de district africain qui dirige l'exécution.

124. Six centres sanitaires participent au programme général en fournissant des données d'état civil par l'intermédiaire du Ministère de la santé. Les zones d'enquêtes englobent ensemble un dixième environ de la population du pays.

125. Dans les quatre districts choisis, on avait procédé au début de 1963 à une enquête démographique sur un échantillon aléatoire de sous-circonscriptions tirées dans chacun des districts soumis à l'expérience (non compris Nairobi); cette enquête comprend un recensement préliminaire des zones à sonder, qui est répété après 12 mois (avec éventuellement une opération intercalaire après 6 mois). Lors de la deuxième opération on suivra la population dénombrée à l'occasion de l'enquête préliminaire, en s'attachant particulièrement au résultat de toutes les grossesses déclarées. L'échantillon est destiné à fournir, pour tous les districts visés par l'expérience, des évaluations de taux de natalité et de mortalité présentant un degré d'exactitude acceptables.

126. Dans l'exercice de leurs fonctions, les officiers d'état civil doivent s'efforcer activement de se procurer des informations sur les faits d'état civil intervenant dans les zones de leur ressort; de même, ils doivent examiner les données fournies par les enquêtes pour savoir si elles concordent avec les inscriptions des registres; si des faits n'ont pas été inscrits, ils doivent déterminer les raisons de la lacune en visitant les ménages intéressés.

127. Dans le premier district (Nyeri) où l'enquête par sondage a été terminée, on a enregistré un taux brut de natalité de 44 pour 1000 et un taux brut de mortalité de 12 pour 1000. Comme on pense que le taux de natalité national est de 50 pour 1000, le résultat ainsi obtenu est considéré comme très satisfaisant; cependant on pense que, pour le taux de mortalité, il y a eu défaut de déclarations du fait que les femmes répugnent à révéler qu'elles ont perdu des enfants.

128. Pour ce qui est de l'avenir du programme, des difficultés considérables devront être surmontées. Le manque de fonds est à la base du problème; il se trouve encore aggravé par l'impossibilité d'étendre le programme très progressivement. On ne pourra l'étendre qu'en lui ajoutant un ou plusieurs districts, à moins, bien entendu, qu'on ne change complètement la base de l'entreprise. Néanmoins, on pourrait sans doute, même avec des ressources financières limitées, mettre en application des méthodes appropriées dans les districts pilotes et poursuivre les efforts déployés pour y obtenir l'inscription complète de tous les faits d'état civil. Si pour une raison quelconque le projet devrait être abandonné, on a suggéré qu'il faudrait enregistrer tous les faits d'état civil intervenant dans les régions qui sont du ressort du personnel sanitaire et transmettre les relevés au bureau de l'officier général d'état civil, même s'il faut prévoir de longs délais pour obtenir des inscriptions complètes. En attendant, en raison de l'étendue et de la dispersion des zones pilotes, il est probable que l'expérience fournira des indications très utiles sur le niveau des taux de natalité et de mortalité, même si les évaluations calculées ne sont statistiquement valables que pour chacun des districts considérés isolément.

V. RECOMMANDATIONS

129. Les pays qui possèdent déjà un régime d'inscriptions d'état civil fonctionnant avec une efficacité acceptable devraient tout mettre en oeuvre pour déterminer l'ampleur des erreurs d'inscription par défaut et s'efforcer d'obtenir des inscriptions complètes dans les régions où ils constatent des lacunes.
130. Les pays qui possèdent un système d'inscriptions qui fonctionne, mais avec de graves lacunes, devraient examiner si leur ressources sont suffisantes pour permettre une réorganisation poussée, destinée à relever le niveau des déclarations.
131. Dans les pays où les ressources sont insuffisantes pour soutenir un effort national efficace, il serait utile qu'on applique au moins des méthodes uniformes pour l'inscription des événements déclarés et, dans ce cadre, qu'on se concentre sur un échantillon territorial.
132. L'échantillon des zones d'inscriptions devrait être un échantillon probabiliste couvrant de petites circonscriptions administratives englobant une population totale suffisamment importante pour que l'évaluation des taux soit statistiquement acceptable pour la zone soumise à l'étude. Dans les zones de sondage, il conviendrait de mettre sur pied un régime d'inscriptions complet et d'élargir progressivement l'échantillon, à mesure que des ressources nouvelles deviendraient disponibles, jusqu'à ce que l'on parvienne à la couverture totale du pays.
133. On suggère d'adopter les enquêtes par sondage, qui se présentent comme le meilleur des procédés disponibles pour obtenir des évaluations de taux dans les moindres délais. Cependant, on devra s'attacher spécialement à améliorer les techniques de contrôle de l'exactitude des déclarations faites à l'occasion d'enquêtes rétrospectives et à étudier les divers types de distorsion que les résultats peuvent présenter.

134. Des enquêtes en 2 ou 3 opérations sur la même population à des intervalles de six mois ou d'un an seraient plus sûres qu'une enquête purement rétrospective. De même, des enquêtes de longue durée (un an, par exemple) faisant intervenir des visites répétées aux ménages en vue d'une "observation directe" des événements seraient efficaces à cet égard.

135. Les enquêtes par sondage, à condition qu'elles soient indépendantes des inscriptions pourraient permettre en plus des contrôles de complétude des inscriptions grâce à une comparaison des taux obtenus par les deux systèmes. Cependant, cette méthode de vérification n'est valable que si, par hypothèse, les chiffres fournis par les enquêtes sont plus complets que ceux des registres; en effet, si l'enquête donne des résultats erronés par excès ou par défaut, on ne pourra pas déterminer avec précision la complétude des inscriptions.

136. Un collationnement des divers faits inscrits sur les registres et des événements déclarés lors de l'enquête sur le terrain est à recommander car il offre une méthode objective d'apprécier la complétude des deux séries de résultats.

137. Qu'il s'agisse de l'évaluation des taux de natalité et de mortalité au moyen d'études à pied d'oeuvre ou des inscriptions d'état civil, tout système qui semble de nature à réduire les erreurs et les omissions (sans frais exagérés) mérite d'être expérimenté dans le cadre des efforts déployés pour perfectionner les techniques permettant d'obtenir des statistiques acceptables en Afrique.